

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

L'INFORMATION INTERNATIONALE

ET COMME VOUS ALLEZ
LE DÉCOUVRIR SUR CETTE
INFOGRAPHIE, LE MONDE
EST DEVENU MULTIPOLAIRE

Les Ricains

Nous

Les Ruskoffs

Les Arabes

Les Noirs

COLLOGHAN

À LA « UNE » DE LA PQR EN 2015



SOMMAIRE

- 5. Retours sur le 13 Novembre
- 9. Que s'est-il passé place de la République?
- 13. France Télévisions : faire mieux avec moins?
- 17. Grandes manœuvres de concentration multimédia

L'INFORMATION INTERNATIONALE

- 21. Introduction
- 27. L'actualité internationale dans le « Petit Journal »
- 32. Israël, Palestine et le « spécialiste » d'i>Télé
- 36. Les mots de la guerre en Libye

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro

Caroline Brun, Martin Coutellier, Colin Brunel, Laurent Dauré, Emma Hugauld, Aurore K., Chloé Jiro, Benjamin Lagues, Blaise Magnin, Henri Maler, Fernando Malverde, Sophie Muret, Denis Perais, Olivier Poche, Mathias Reymond, Cyrille Rivallan, Julien Salingue, Denis Souchon

Illustrations

Colloghan

Secrétaires de rédaction

Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par

Espace Imprim
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177

ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engageant collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Il est d'usage, au seuil d'une année nouvelle, de présenter ses vœux. En ce début 2016, souhaitons que l'année qui commence soit davantage porteuse d'espoir que celle qui s'achève, marquée en particulier, en France, par des événements dramatiques exceptionnels. D'un point de vue médiatique, elle se signale en revanche par une remarquable — et regrettable — continuité. En témoignent par exemple, dans des registres différents, le traitement des attentats du 13 novembre et celui de la manifestation du 29, étudiés dans plusieurs articles publiés sur notre site et dont nous proposons, en ouverture de ce numéro, deux synthèses: primat de l'émotion, sinon du voyeurisme, sur l'information, leçons monocordes des éditocrates et débats atrophiés dans le premier cas; servitude volontaire à l'égard des sources officielles et policières dans le second. Pratiques fort contestables, mais qui ne sont malheureusement guère nouvelles,

et qui semblent avoir encore de beaux jours devant elles.

Sur d'autres fronts, moins visibles, peu de raisons là encore de se réjouir: les concentrations vont bon train dans le secteur privé (p. 17), quand, dans le secteur public, l'arrivée d'une nouvelle direction à la tête de France Télévisions, au vu du moins de ses intentions affichées et de la situation financière prévisible du groupe, ne saurait susciter beaucoup d'enthousiasme (p. 13).

L'herbe est-elle plus verte ailleurs? Difficile à dire, au moins sur la base de l'information internationale produite par les médias dominants, à laquelle nous consacrons un copieux dossier, pour explorer ce paradoxe qui veut que les moyens et l'attention qui lui sont accordés par les grands médias semblent inversement proportionnels au prestige qui lui est encore attaché, au sein de la profession comme aux yeux du public.

AVIS À LA POPULATION

Acrimed organise la deuxième
Journée de la critique des médias
samedi 12 mars (date et lieu à confirmer)

TOUT NOUVEAUX, TOUT BEAUX?

Cette deuxième édition, qui coïncidera avec la célébration (en fanfare) des 20 ans d'Acrimed, traitera des transformations (plus ou moins) récentes du paysage et des pratiques médiatiques, induites notamment par les « nouveaux médias » et l'arrivée puis la montée en puissance d'Internet.

Le programme est en cours de finalisation, mais l'on peut d'ores et déjà offrir aux lecteurs de ce magazine quelques exclusivités... La première table ronde s'intéressera aux conditions de travail et aux nouvelles pratiques des journalistes confrontés aux mutations professionnelles et économiques qui touchent le secteur. La seconde sera consacrée aux médias « alternatifs » — pour interroger la façon dont ils peuvent (ou non) constituer une alternative aux médias dominants. La troisième et dernière table ronde reviendra sur le paysage actuel de la critique des médias et ses nouveaux acteurs: l'occasion sans doute, mais pas seulement, de dresser le bilan des vingt premières années d'activité d'Acrimed — et de proposer quelques perspectives pour les vingt prochaines!

Comme lors de l'édition précédente, l'entrée sera libre et gratuite. Toutes les informations sont à retrouver sur notre site internet. À suivre!

MÉDIA(BOU)TIQUE



LIVRES D'ACRIMED — 7,50 €

12,50 €

DVD — 18,40 €

1.

2.

3.

4.



5.

6.

7.

8.

AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL



T-SHIRT — 15,50 €

Prérétréci,
90 % coton, 10 % polyester
5 tailles disponibles :
XXL, XL, L, M, S

Adhérer
Acheter en ligne
boutique.acrimed.org

>> **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de

>> **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base : **30 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants : **10 €**

☐ Revenus > 2000€ mensuels : **60 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA : **5 €**

>> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

☐ Tarif adhérent : **10 €**

☐ Tarif normal : **15 €**

☐ Tarif de soutien : **20 €** (ou plus...)

☐ Union européenne et Suisse : **25 €**

☐ Reste du monde : **32 €**

>> **Je commande** (frais de port compris — pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

☐ Le T-shirt « La télé commande » : **15,50€**. Taille : ...

☐ Le(s) ancien(s) n° de *Médiacritique(s)* : **3,50€** le numéro (épuisés : n°s 1, 10, 11 et 12).

☐ Le(s) livre(s) n° d'Acrimed, aux éditions Syllepse : **7,50€** pièce.

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone : **12,50 €**.

☐ Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde* : **18,40€**.

☐ Des autocollants : prix libre (min. **2€** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros ; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de « **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :

Acrimed — 39, rue du Faubourg-Saint-Martin — 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

RETOURS SUR LE 13 NOVEMBRE

À événement extraordinaire, traitement médiatique... tristement ordinaire! Après les terribles attentats qui ont frappé Paris, on aurait pu espérer que les principaux médias rompent avec les logiques commerciales et les recettes éditoriales qui président habituellement à la fabrique de l'information et fassent preuve tant de retenue que de rigueur. Espérance vite déçue: les journaux télévisés ont bien souvent confondu compassion et voyeurisme, alors que tous les médias mobilisaient les mêmes « experts » en questions de sécurité et que les éditocrates reprenaient sans faillir les injonctions gouvernementales à « l'union nationale ». Quant à la soirée de débat animée par David Pujadas trois jours après les événements, elle éluda presque toute considération géopolitique pour se focaliser sur l'aspect policier des événements et de ses suites, et sur la place des musulmans en France.

LA COUVERTURE DES ATTENTATS DANS LES JT: COMPASSION OU VOYEURISME?

Malgré l'autosatisfecit quasi général du côté des chaînes de télévision, les journaux télévisés de TF1 et France 2 — sans parler des « éditions spéciales » des chaînes d'information en continu — n'ont brillé ni par leurs nuances ni par leur retenue. Sur France 2, le 14 novembre 2015, on filma les larmes des passants et la douleur des parents. Puis on les interrogea: ils étaient « émus », « meurtris », « ne compren[ai]ent pas », et souvent en pleurs. La voix-off commenta: « Partout le choc est immense, et l'émotion à fleur de peau. » L'émotion de la rue devenait celle des journalistes et *in fine*, gagnait les téléspectateurs. Où est le journalisme quand le récit du drame se transforme en une succession de scènes de désarroi, quand la légitime compassion se métamorphose en voyeurisme?

Du voyeurisme, il en fut question très tôt. Dès l'instant où les télévisions obtinrent des vidéos amateurs de l'attaque du Bataclan. Le dimanche 15, TF1 les diffusa, et le journaliste de décrire: « Les terroristes ouvrent le feu, le bassiste s'enfuit... ». S'ensuit une reconstitution anxiogène de la fusillade. France 2, de son côté, ne fait pas mieux, en ajoutant les bruits des balles et les cris des assaillis. Puis retour au réel avec des images amateurs — encore — de fusillades, dans la rue cette fois. La première chaîne revient quant à elle « sur le film des événements », en décrivant le parcours des terroristes dans les rues de Paris à la manière... d'un film.

Le voyeurisme fut également au rendez-vous lorsqu'il fallut compter les blessés et les disparus. Sur TF1, on filma « l'attente insupportable » des uns, le « soulagement » des autres. Sur France 2, après avoir montré « les visages des victimes » (accompagnés d'une musique au violon), on questionna les parents de l'une d'entre elles, ou les amis d'une



autre, avant de lire à l'antenne les commentaires affectés de proches laissés sur leur page Facebook.

On avait déjà subi ce journalisme-là en janvier, au moment des attentats perpétrés contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper-Casher. Pourtant si les journalistes de la rédaction de TF1 et de France 2 et ceux des chaînes d'information en continu furent légitimement affectés, étaient-ils obligés de diffuser ces images de violence? Les décrire n'aurait-il pas suffi? Et diffuser ces longues scènes de tristesse et de souffrance était-il le seul moyen d'en rendre compte? S'émouvoir est une chose. Sacrifier l'information sur l'autel de l'émotion, qui devient une information en elle-même, envahissante, désarmante, répétitive, en est une autre.

Les aspects les plus contestés des réseaux sociaux déteignent sur les grands médias: rapidité des flux (avec Twitter) et étalage de la vie privée (avec Facebook). Résultat: les images diffusées sur BFM-TV circulaient déjà depuis une heure sur Internet... La précipitation et le racolage sont les deux mamelles du journalisme « en temps réel ». Celui des chaînes d'information, celui des sites internet d'information,

et celui des médias traditionnels. Bref, pour l'analyse, il faudra repasser. Ou pas, à voir ce qui suit...

LE RETOUR DES ÉDITORIALISTES-FAUCONS

Au-delà de l'évidente condamnation de ces actes ignobles et de l'expression de la solidarité avec les victimes et leurs proches, certaines organisations et certains individus ont tenté de faire entendre une voix discordante. Ainsi de Lutte ouvrière (LO) et du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) qui ont publié des communiqués de presse dans lesquels ils établissent, tout en condamnant fermement les attentats, un lien entre les interventions militaires françaises au Moyen-Orient et les attentats de Paris, et expriment leur refus de se joindre au concert de « l'union nationale ». Des prises de position insupportables pour certains journalistes qui ont considéré dans les jours qui ont suivi les attentats qu'il était urgent de faire taire ces voix dissonantes.

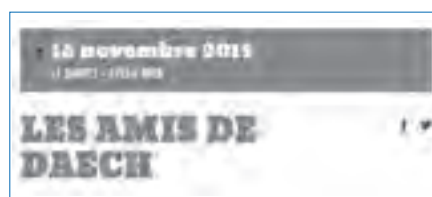
Dès la nuit du 13 au 14 novembre, le bal s'est ouvert sur un éditorial de *Marianne* signé Joseph Macé-Scaron. Extrait : « Et l'on voit déjà les cortèges des crétins des deux bords d'extrême gauche et d'extrême droite s'avancer vers nous. "Ce sont vos guerres, ce sont nos morts" clament les premiers. [...] Décidément, jusqu'au bout, ils n'auront rien compris. »

Quelques heures plus tard, toujours sur le site de *Marianne*, c'est Thibaut Pézerat qui prend la relève, entendant dénoncer « les commentaires politiques les plus obscènes » : « D'un côté du front, les appels au calme, à l'union nationale, les messages de solidarité. De l'autre, ceux qui soufflent sur les braises encore chaudes, éparpillées çà et là à Paris, à Saint-Denis. » Un article qui ne s'embarrasse pas du souci de cohérence puisqu'il s'en prend à la « complaisance de l'extrême gauche à l'égard de l'horreur islamiste » tout en citant un communiqué du NPA qui dénonce la « barbarie abjecte en plein Paris ». Toujours dans *Marianne*, Jack Dion caricature une nouvelle fois les propos de ce qu'il nomme « la brigade islamo-gauchiste » qui « se refuse à toute condamnation explicite du djihadisme et [...] assimile toute condamnation de l'intégrisme à une forme de haine à l'égard des musulmans ».

Dans son édition du 15 novembre, *Ouest-France*, sous la plume de Michel Urvoy, entonne le même refrain : « L'extrême-gauche, en toute impunité, légitime le bain de sang en plaçant au même niveau la violence faite aux terroristes et la violence que les terroristes nous infligent. » On notera cependant un cran supplémentaire franchi dans « l'abjection », avec cet intertitre : « Ils excusent les tueurs. »

Le 15 novembre toujours, Benoît Rayski, qui s'est déclaré par le passé à la fois « islamophobe de droite » et « islamophobe de gauche », s'essaie sur le site atlantico.fr à l'humour méprisant : un titre à rallonge (« Oui, le carnage de Paris était prévisible ! Et le NPA et Lutte ouvrière sont là pour nous révéler que c'est Hollande, Sarkozy, Le Pen et la bourgeoisie qui ont tout préparé... »), un surtitre désopilant (« Crétins de tous les pays, unissez-vous »), et quelques formules tout en légèreté (« [Ils considèrent] que le Coran est un nouveau Manifeste communiste », « Évidemment qu'ils sont tordus, qu'ils sont grotesques et pitoyables »)... Et on ne pourra manquer de relever cette déclaration qui en dit probablement plus sur son auteur que sur ses cibles : « Pendant longtemps, ils ont eu de la choucroute dans la tête. Ils l'ont remplacée par du couscous. »

Le 15 novembre toujours, Benoît Rayski, qui s'est déclaré par le passé à la fois « islamophobe de droite » et « islamophobe de gauche », s'essaie sur le site atlantico.fr à l'humour méprisant : un titre à rallonge (« Oui, le carnage de Paris était prévisible ! Et le NPA et Lutte ouvrière sont là pour nous révéler que c'est Hollande, Sarkozy, Le Pen et la bourgeoisie qui ont tout préparé... »), un surtitre désopilant (« Crétins de tous les pays, unissez-vous »), et quelques formules tout en légèreté (« [Ils considèrent] que le Coran est un nouveau Manifeste communiste », « Évidemment qu'ils sont tordus, qu'ils sont grotesques et pitoyables »)... Et on ne pourra manquer de relever cette déclaration qui en dit probablement plus sur son auteur que sur ses cibles : « Pendant longtemps, ils ont eu de la choucroute dans la tête. Ils l'ont remplacée par du couscous. »



Dans un « billet » publié le 16 novembre, Gérard Biard, rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*, ne fait pas dans la métaphore culinaire et raciste, mais n'y va pas non plus par quatre chemins, comme en témoigne le titre choisi : « Les amis de Daech ». Et d'évoquer « la complaisance dégueulasse d'une certaine extrême gauche à l'égard du terrorisme islamiste ».

Le bal s'est poursuivi le 16 novembre avec un éditorial de Caroline Fourest

sur France Culture, dont le titre se suffirait presque à lui-même : « Nos morts, notre légitime défense ». On y apprend, originalité suprême, ceci : « Comme au moment du 11 janvier, les Français se sentent largement unis et solidaires après une attaque aussi lâche et aussi monstrueuse. Mais on entend déjà des voix discordantes. Par esprit retors, ou rebelle, à moins que ce ne soit le syndrome de Stockholm, vous en trouverez toujours pour donner raison aux assassins. [...] C'est donc notre faute si l'on nous tue. » Dans « le monde selon Caroline Fourest » (c'est le titre de la chronique), il n'existe que deux couleurs : le noir et le blanc. Et tous ceux qui ne sont pas d'accord avec elle sont, forcément, dans le camp du terrorisme.

Les « islamo-gauchistes », les « amis de Daech » ou encore les « crétins », sont en fait, selon Franz-Olivier Giesbert, des « marxo-pétainistes ». L'éditorialiste du *Point* développe sa réflexion (19 novembre 2015) : « En état de soumission devant l'ennemi, ils se prononcent contre toute mesure "sécuritaire" et tentent de terroriser tous ceux qui sortent des clous. » Puis, pour compléter son analyse, Giesbert ajoute que « ces maîtres-censeurs [sont] les meilleurs alliés de Marine Le Pen ». On s'en doutait un peu.

Le choc et l'indignation doivent-ils nous interdire de réfléchir ? Non. À moins de considérer que dans certaines circonstances tragiques, toute réflexion et toute discussion doivent être suspendues pour communier dans le respect de la Parole officielle. Or, réfléchir, comprendre, expliquer, ce n'est pas justifier. Il serait bon que certains s'en souviennent, sous peine de ruiner encore un peu plus les conditions élémentaires du débat démocratique.

« DES PAROLES ET DES ACTES » ET « LA FRANCE D'APRÈS »

Un débat démocratique qui n'aura guère progressé après le numéro spécial de l'émission « Des paroles et des actes » que France 2 décidait de consacrer aux « suites des attentats de Paris » dès le lundi 16 novembre 2015. Intitulé « La France d'après », on y entendit, comme partout ailleurs, beaucoup d'âneries, et quelques propos intéressants. Mais on

La grande vadrouille médiatique de deux « experts » ès attentats

Complémentaire des tropismes voyeuristes-exhibitionnistes et éditocratico-bushistes, le travail des deux « experts » Pierre Servent et Louis Caprioli consiste à fournir un discours adapté aux médias et relayant les visions dominantes et unanimes (« nous », « la France ») des attentats du 13 novembre et de leurs suites, de la part de l'institution militaire pour l'un (Pierre Servent), et de l'institution policière pour l'autre (Louis Caprioli). Nous avons donc suivi heure par heure les tribulations médiatiques de nos deux « experts » ès attentats sur la période du samedi 14 au mercredi 18 novembre.

- Samedi 14 novembre : 09h20, France Info ; 11h20, *Direct Matin* ; 12h12, *La Tribune de Genève* ; 12h34, *Challenges* ; 13h01, FranceTVinfo ; 18h10, Louis Caprioli et Pierre Servent se retrouvent dans « C dans l'air » sur France 5
- Dimanche 15 novembre : *L'Espresso* ; 05h59, *La Dépêche du Midi* ; 11h40, *La Libre Belgique* ; 18h20, Louis Caprioli et Pierre Servent se retrouvent dans une édition spéciale sur France Inter ; 23h26, France Info
- Lundi 16 novembre : 05h05, Bloomberg Business ; entre 05h30 et 09h, Radio Canada ; 07h06, *20 minutes* ; 08h00, Le journal de 8h sur France 2 ; 12h15, RFI L'invité de la mi-journée ; 12h39, Radio Télévision Suisse ; 12h53, *L'Express* ; 13h57, *20 minutes* ; 17h04, BFM-TV ; 18h55, *L'Express* ; 19h, Louis Caprioli et Pierre Servent se retrouvent pour la troisième fois en 48 heures, cette fois-ci dans « C à vous » sur France 5 ; 22h05, BFM-TV ; « Soir 3 » sur France 3
- Mardi 17 novembre : 06h44, RMC ; 10h47, « Good morning business » sur BFM ; 12h36, *Les Échos* ; 17h36, *Le Huffington Post* ; RCF Radio
- Mercredi 18 novembre : 13 heures, Europe 1 ; 17h45, « C dans l'air » sur France 5 ; *The New York Times*

Soit, sauf omission de notre part, 35 apparitions dans les médias en cinq jours pour nos deux « experts ». Soit une moyenne de 3,5 apparitions par jour pour chacun des deux « spécialistes » : force est d'admettre que ces spécialistes du terrain militaire n'ont pas leur pareil pour occuper l'espace médiatique.

retiendra surtout le dispositif de l'émission, mêlant émotion et information et tronçonnant le débat en « thématiques » de très inégale importance, dispositif symptomatique de l'approche médiatique dominante, faite de contraintes audimétrieuses, de (mauvais) réflexes professionnels et d'œillères idéologiques, qui, même avec les meilleures intentions du monde, ne peut produire que ce genre de pudding indigeste — dont « la France d'après » pourrait très bien se passer.

Selon la présentation de l'émission sur le site de France Télévisions, trois thématiques ont été abordées dans l'émission : « La sécurité sur le territoire français », « L'engagement militaire de la France », « Les fractures de la société [française] ». Trois temps de débat, que viennent « rythmer » deux « entractes », pendant lesquels David Pujadas quitte la table pour accueillir et interroger un nouvel intervenant : le directeur de FranceTV.info, pour le premier, consacré au rôle d'Internet, et le propriétaire d'un des restaurants pris pour cible le 13 novembre, pour le second.

Cinq grandes sections, donc, et plusieurs absences de taille : aucune place n'est ainsi prévue, *a priori*, pour l'analyse de la situation internationale, des enjeux géopolitiques, de l'identité, des revendications et des motivations des terroristes — des questions qui, on en conviendra, ne sont pourtant pas tout à fait dénuées d'intérêt. Lorsque ces sujets seront

abordés, ce sera donc toujours à l'initiative des invités, « contre le cours du jeu », en quelque sorte, et par voie de conséquence toujours sous la menace d'un recadrage de la part du meneur de jeu, soucieux de « revenir au débat ».

L'émission s'ouvre en outre sur un générique inhabituel dont il faut dire un mot : avec « Imagine » de John Lennon joué au piano devant le Bataclan comme fond sonore, il fait se succéder pendant 1 mn 30 des images des rassemblements et de discours politiques post-attentats, d'hommages et de soutiens au peuple français venus de l'étranger, à grand renfort de Marseillaises et de bleu-blanc-rouge. Cette première « séquence émotion », bientôt redoublée par un duplex en direct de la place de la République, introduit à merveille la première question sur l'union nationale : « *Est-ce que vous vous sentez les uns et les autres engagés par ce climat d'union nationale ?* » ; puis, à Marion Maréchal-Le Pen : « *Ce climat d'union nationale, vous le ressentez, dans votre chair ?* »

Et naturellement, entre le premier débat et le second, les grands professionnels de la télévision qui ont concocté cette émission spéciale choisissent d'intercaler une troisième séquence émotion, avec ce témoignage du patron de « La Belle Équipe », un des restaurants attaqués vendredi soir. On ne saurait mettre en cause ce « témoin », sous le choc, accompagné de son psychologue, en effet bouleversant. On

est en revanche en droit de contester l'intérêt, pour comprendre « la France d'après », d'intercaler un tel témoignage, dont le contenu est purement émotionnel — comme David Pujadas le dit du reste très clairement en ouverture de la séquence: « *On va revenir sur cette douleur, ce chagrin, cette tristesse ces derniers jours en France.* »

QUESTIONS DE PRIORITÉS

Revenons maintenant sur les trois grandes thématiques annoncées sur le site de l'émission: la sécurité intérieure, l'engagement militaire de la France, les fractures sociales. Trois sujets qui, sur le papier au moins, permettaient d'évoquer des aspects importants des questions soulevées par les événements tragiques du 13 novembre. Mais c'est sans tenir compte du temps, très inégal, consacré à chacune de ces parties. Les 118 minutes de débat se distribuent ainsi: 52 mn pour la « sécurité intérieure », 13 mn pour le « focus sur le rôle d'Internet », 15 mn sur l'« engagement militaire » et 38 mn sur les « fractures de la société ». On constate immédiatement un « léger » déséquilibre. Mais on ne peut le mesurer correctement qu'en précisant le contenu effectif de ces différentes thématiques: non plus d'après leur intitulé sur le site de l'émission, mais selon les débats réels auxquels elles ont donné lieu.

Or la première partie a essentiellement été consacrée à l'existence (ou non) de « failles » (c'est la première question), aux « mesures » policières annoncées par François Hollande, et à leur efficacité supposée. Lorsque Jean-Luc Mélenchon s'aventure sur le terrain géopolitique, Pujadas le coupe: « *On va en reparler mais je voudrais qu'on termine d'abord sur les mesures en France. Marion Maréchal-Le Pen, est-ce que vous pensez que ce qui a été annoncé par François Hollande est de nature à nous garantir une plus grande protection?* » La députée du FN répond sur les mesures puis évoque les relations internationales. Alors Pujadas la coupe elle aussi: « *Ces questions internationales, c'est dans un instant, je voudrais d'abord qu'on reste sur le territoire, sur les mesures policières.* »

Un peu plus tard, ayant donné la parole à Jean-Pierre Filiu pour savoir « *pourquoi la France [est] plus touchée que les autres* », et celui-ci ayant indiqué que le problème est « *au Moyen-Orient* », et « *qu'il doit à tout prix être traité là-bas* », Pujadas le coupe à son tour: « *Vous aussi vous parlez de l'origine, mais d'un mot simplement: [...] la menace elle était là, est-ce que vous pensez qu'on l'a sous-estimée?* » Et quand l'universitaire persiste à évoquer le printemps arabe et ses suites politiques, Pujadas le rappelle à l'ordre: « *Avant de rester sur le terrain international, je reviens à ma question de départ: pourquoi la France est-elle plus touchée que les autres?* »

Sans même s'interroger sur l'intérêt et la pertinence de parler pendant près d'une heure de stratégie policière et de renseignement, on remarquera les interventions à géométrie variable du journaliste de France 2, qui rappelle à l'ordre les participants quand ils s'égarent sur le « *terrain international* », mais qu'il laisse débattre — et même, qu'il relance — pendant 17 minutes sur la culture et les valeurs françaises, thèmes pourtant autant, sinon plus, décalés par rapport aux « questions de départ ».

Enfin, qu'on accuse le dispositif lui-même ou l'animateur qui s'y est cantonné, le résultat est là: dans ce premier débat, toute considération géopolitique a été évacuée, sous prétexte de respecter un « conducteur » ajusté aux préoccupations médiatiques dominantes. Et lorsque les « *questions internationales* » seront finalement abordées, ce sera sous un angle strictement militaire et encore une fois très franco-centré (peut-on vaincre par des bombardements, faut-il intervenir au sol, quelles alliances, etc.).

Dernier biais induit tout autant, sinon plus, par la conception même de l'émission que par les interventions du présentateur: la place réservée à l'islam et aux musulmans. Car si le troisième débat est annoncé comme portant sur « *les fractures de la société* », il porte en réalité exclusivement sur la « *radicalisation des musulmans* ». Ce qui est prévisible, et même inévitable, quand on invite, aux



côtés de deux élus de « banlieue » (dont l'un encarté aux Républicains), le recteur d'une mosquée et... l'inénarrable Philippe Val, pour leur poser des questions sur l'islam-dans-tout-ça — en utilisant notamment, pour illustrer l'émission, des images de Corans, de calligraphie arabe, de mosquées et de musulmans en prière.

La première question du présentateur de France 2 est de ce point de vue exemplaire: « *Est-ce que vous vous dites qu'aujourd'hui s'ouvre une période délicate, sensible pour les musulmans de France? Ou est-ce que vous vous dites que tout ça c'est terminé, que la France a compris maintenant, que lorsqu'il y a un attentat djihadiste, ce n'est plus vers sa communauté musulmane qu'elle doit regarder, tout ça est compris et assimilé. Ou est-ce que vous êtes inquiet?* » Car à la suite de ces attentats djihadistes, il suffit de voir ce « Des paroles et des actes » pour comprendre que tout n'est pas complètement « *assimilé* », et qu'il y a de quoi être « *inquiet* »: ce troisième débat braque tous les regards « *vers la communauté musulmane* » de France¹.

[1] Heureusement, France 2 ne se résume pas à « Des paroles et des actes ». Notons que le 29 novembre, la chaîne a ainsi diffusé deux autres émissions d'information — elles aussi évidemment discutables, mais qui avaient au moins le mérite de se pencher sur les racines de Daech: un documentaire de la série « Un jour dans l'histoire », présenté par Laurent Delahousse, intitulé « De ben Laden à Daech: aux origines du Jihad », suivi d'un documentaire dans la série Infrarouge consacré aux « Premiers temps de Daech ».

QUE S'EST-IL PASSÉ PLACE DE LA RÉPUBLIQUE ?

Dans le cadre de l'état d'urgence, la préfecture de Police avait interdit la manifestation prévue le dimanche 29 novembre 2015 à Paris, à l'occasion de la journée mondiale de mobilisation pour le climat. Une chaîne humaine était prévue sur le parcours de la manifestation interdite, ainsi qu'une action symbolique et un rassemblement à République. Ce dernier, sous haute surveillance, s'est conclu par des heurts entre les manifestants et la police qui ont, sans surprise, focalisé l'attention des médias, qui les ont souvent « couverts » de façon biaisée ou incomplète. Que s'est-il passé exactement ? Pour que l'on puisse se fier aux grands médias, encore faudrait-il qu'ils disposent – et en usent ! – des moyens d'observer, d'enquêter, de recouper des témoignages, au lieu de s'en remettre à une version étrangement conforme à celle de la police. Les 20 h du dimanche soir de TF1 et France 2 donnent une illustration exemplaire du long, très long chemin qui reste à accomplir.

« LES VIOLENCES » : VEDETTES DES JT

C'est un théorème bien connu du traitement médiatique des mobilisations sociales : si violences il y a, il convient qu'elles occupent l'essentiel de l'attention des médias — au détriment de l'explication des enjeux ou des revendications des mobilisations... Ce théorème s'applique tout à fait au journal de 20h de France 2 du 29 novembre : 30 secondes seulement sont dédiées à la journée de mobilisation mondiale à la veille de la COP21 et aux initiatives dans toute la France. À comparer avec le temps dévolu aux « violences » (1 mn 42). Le journal de TF1 y consacre un temps équivalent, à la suite d'un sujet néanmoins plus complet sur les mobilisations de la journée.

Quelles étaient les revendications des manifestants ? Difficile de le savoir dans la mesure où le sujet n'a été que rarement abordé, alors que ces revendications étaient pourtant claires : exigence de véritables mesures écologiques, levée de l'interdiction de manifester, voire de l'état d'urgence. Qui plus est, les médias ont utilisé de manière interchangeable les expressions « manifestation interdite suite aux attentats » et « manifestation interdite suite à l'état d'urgence », comme s'il s'agissait de synonymes ou que le lien de cause à effet était évident et tombait sous le sens — perdant ainsi l'occasion de s'interroger (ou de rapporter les interrogations des manifestants) sur les conséquences de l'état d'urgence en termes de droits et de libertés démocratiques.

Les affrontements de la place de la République — bien réels mais très minoritaires au regard du nombre de manifes-

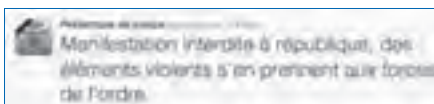
tants et du déroulé des événements de la journée — ont occupé une place importante dans les deux journaux télévisés, et figurent parmi les premiers titres. Le récit qui en a été fait est relativement similaire, et on y apprend notamment que :

- se tenait un rassemblement composé « d'une centaine de manifestants, souvent cagoulés, avec des pancartes anticapitalistes et libertaires » et qui était interdit « conformément à l'état d'urgence » (d'après France 2). Le journaliste de TF1 présente quant à lui un rassemblement « anti COP21 et anticapitaliste [...] infiltré par des individus radicalisés » ;
- les CRS ont fait l'objet de tirs de projectiles et qu'ils ont « riposté » par des tirs de gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes ;
- des « casseurs » ont « en partie détruit le mémorial dédié aux victimes des attentats en jetant des bougies, des pots de fleur » sur les CRS d'après France 2. Pour TF1, « le mausolée en hommage aux victimes des attentats est saccagé ; pots de fleur et bougies servent de projectiles ». C'est tout ? Presque.

VERSION POLICIÈRE

Les deux JT se contentent en réalité de relater une version des « événements » de l'après-midi conforme à celle de la police. France 2 : « Les CRS [...] ont essuyé de très nombreux tirs de projectiles et [...] ont riposté aux quatre coins de cette place de la République par de très nombreux tirs de gaz lacrymogène. » TF1 : « Les militants les plus radicaux ont provoqué les premières échauffourées avec les policiers. »

En d'autres termes :



Des commentaires qui concordent en effet avec les déclarations du préfet (reprises sur la plupart des sites d'information) : les manifestants « *ont attaqué la police avec des gaz lacrymogènes, des boules de pétanques, des chaussures...* » Les policiers et les CRS ont-ils fait preuve de « violence » ? Nous ne le saurons pas. Ont-ils « provoqué » les manifestants ? Nous ne le saurons pas. Parce que le préfet n'en a pas parlé ?

Mais ce que nous saurons, en revanche, c'est que « *ce soir, plus de 200 personnes ont été interpellées, 174 placés en garde à vue* » (d'après TF1), et qu'« *au total, il y a eu 208 interpellations parmi les manifestants, et [que] 174 personnes sont encore ce soir en garde à vue* » (d'après France 2). Soit, une fois de plus, les informations communiquées par la Préfecture. Sans aucun commentaire de la part des journalistes, alors même que le nombre important d'interpellations correspond, voire est supérieur au nombre de manifestants annoncé par les JT... Dans quelles conditions les manifestants ont-ils été interpellés ? Nous ne le saurons pas. Qui sont les interpellés ? Nous ne le saurons pas. Pour quel motif ? Nous ne le saurons pas. Parce que la Préfecture n'en a pas parlé ?

RÉACTIONS POLITIQUES ET COMMENTAIRES « DIVERS »...

Au-delà de la reprise (sans vérification ni commentaire) de la version policière des incidents, on ne peut en outre s'empêcher de relever l'infinie variété des réactions que nous ont offertes les deux principaux JT de France. Les deux chaînes ont ainsi relayé les déclarations du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et de François Hollande. France 2 : « *Il y a une heure le président de la République a souhaité s'exprimer sur ces incidents qu'il a qualifiés de scandaleux* » ; TF1 : « *des actions qualifiées de scandaleuses par François Hollande* » ; TF1 toujours, diffusant les propos de Bernard Cazeneuve : « Ces

actes doivent être qualifiés avec la plus grande fermeté par respect pour les victimes de ces attentats. » Du côté des responsables politiques, c'est tout.

Mais nos deux chaînes se sont en outre faites l'écho de réactions de passants constatant les dégâts après la manifestation, notamment autour du mémorial de République : « *révoltant* », « *indécent* », « *inadmissible* ». Des dégâts injustifiables, mais uniquement attribués à certains manifestants, conformément à la version de la Préfecture... laquelle était en contradiction avec de nombreux témoignages déjà disponibles. La parole a-t-elle été donnée à des manifestants ? Non. À des témoins ayant une autre version que la version policière ? Non. D'autres commentaires à faire que ceux, à l'unisson, de la présidence de la République, du ministère de l'Intérieur et de la Préfecture ? Non.

Il y avait pourtant encore, en début de soirée, des centaines de personnes à République, qui avaient peut-être autre chose à dire, comme le démontraient déjà les multiples photos, vidéos et commentaires qui circulaient sur les réseaux sociaux. Et il n'aura pas fallu attendre plus de quelques heures pour se rendre compte que la version policière reprise sans aucune distance par les « grands médias » était loin de faire l'unanimité parmi les témoins des scènes de violence, y compris certains journalistes. Des contestations de la version policière des événements qui concernent notamment les destructions occasionnées sur le mémorial de la place de la République (voir encadré page suivante), et les arrestations massives... Mais de toute évidence, ces « autres voix » n'intéressaient pas les JT, trop occupés à assurer, aux côtés du gouvernement et des forces de police, le maintien de l'ordre.

Que s'est-il exactement passé le dimanche 29 novembre 2015 sur la place de la République à Paris ? À moins de considérer que la vérité sorte tout droit de la bouche du gouvernement et de la Préfecture, ce n'est pas grâce aux JT de TF1 et de France 2 qu'on le saura. On en viendrait presque à se demander pourquoi ceux-ci se compliquent la tâche à fabriquer des

reportages alors qu'il suffirait de copier-coller les images fournies par les autorités et les commentaires qui les accompagnent... Voilà qui serait plus commode — et plus honnête vis-à-vis des téléspectateurs —, sans compter l'avantage appréciable de pouvoir se dédouaner des éventuels impairs, informations partielles ou partiales, voire contre-vérités relayées à l'antenne.

« ÉCHAUFFOURÉES, DONC ARRESTATIONS » ?

Non contents en effet d'avoir focalisé leurs comptes rendus sur les affrontements entre certains manifestants et les forces de police, la plupart des médias ont laissé entendre qu'un lien direct existait entre les violences commises et les arrestations. Les articles, et plus encore les titres, laissaient supposer que ces dernières visaient les manifestants qui avaient eu recours à des actions violentes, ou qu'elles étaient la conséquence de la violence de certains manifestants. Certains journaux ont aussi confusément attribué ces arrestations et les gardes à vue à de banales « échauffourées ». Ces raccourcis, volontaires ou non, confondent l'ordre chronologique des événements avec une relation de cause à effet. Les mots clés et ponctuations utilisés dans la titraille des papiers ont accentué cette pseudo-relation. En substance, « Échauffourées » : « arrestations ». Autrement dit : « Échauffourées, donc arrestations ».

Dès 16 h 09, le 29 novembre, le site de *Challenges* attribue indistinctement à tous les manifestants la volonté d'en découdre avec la police. Ces manifestants « *clament "tout le monde déteste la police", très loin de l'esprit Charlie [sic] qui avait fait suite aux attentats de janvier* ». Phrase suivante : « *Une poignée de manifestants a utilisé des bougies et des pots de fleurs déposés sur le mémorial aux victimes des attentats du 13 novembre pour les envoyer sur les policiers.* » Et sans transition : « *Une centaine d'interpellations ont lieu.* »

C'est une dépêche de l'AFP qui semble être à l'origine du raccourci qui présente les arrestations comme la

Le « saccage du mémorial »

Chaque événement dramatique a son lot de poncifs, ces quelques mots clés répétés en boucle par la majorité des médias : ce 29 novembre, il fallait avant tout retenir que des « casseurs » avaient « saccagé » le mémorial en hommage aux victimes des attentats, allant même jusqu'à « piller » fleurs et bougies.

Sur le site de BFM, de *Ouest-France*, de *La Dépêche* ou encore de *L'Express*, on retrouve les mêmes témoignages de passants : ceux de Bertrand Boulet, membre de l'association « 17 plus jamais » (« *Cette statue, c'est la tombe des victimes des attentats* »), mais aussi de Serena, 18 ans qui « *cherche la bougie marron à paillettes* » d'une amie, ou encore celui de Laurène, une manifestante de 19 ans (« *Cette semaine, j'ai vu un père venu exprès des États-Unis pour déposer une bougie pour sa fille tuée au Bataclan* »). Des phrases répétées à l'identique, et pour cause : ces commentaires ne proviennent pas d'un travail de terrain effectué par les différentes rédactions, mais d'une dépêche AFP où tous les témoignages convergent dans la même direction.

La plupart des grands médias ont mis en opposition les actions « non-violentes » du matin et le « saccage » du mémorial des victimes des attentats. D'un côté, il y a donc les actions symboliques, et notamment le dépôt de plusieurs milliers de chaussures, par Avaaz, sur la place de la République, geste dont la dignité est louée, quand il n'est pas placé dans une continuité tacite avec les commémorations des attentats. D'un autre côté, les dégâts de l'après-midi, qui sont l'expression d'un « *non-respect de la mémoire des victimes* » selon les paroles de Bernard Cazeneuve, reprises en boucle un peu partout. La charge émotionnelle des images et des propos concernant le mémorial occulte non seulement le reste des informations concernant la manifestation (notamment le caractère marginal des manifestants « violents »), mais aussi les revendications des personnes mobilisées.

Une version médiatique ajustée à celle de la police ?

Une information partielle, donc, mais aussi partielle : s'il est vérifié que des manifestants ont contribué au dit « saccage », il est non moins vérifiable que les forces de police y ont largement participé. Eugénie Bastié, journaliste au *Figaro* qui, à en croire les messages de son compte Twitter, était pourtant sur les lieux, prend à partie les manifestants qui ont « *pillé le mémorial aux victimes des attentats du 13 novembre au pied de la statue pour jeter les bougies aux policiers* ». Parler de « pillage » est pour le moins excessif, mais soit ! L'auteure indique que « *plusieurs personnes parviennent à former une chaîne humaine autour du mémorial pour protéger les fleurs et les bougies, bientôt rejointes par les CRS* ». À l'en croire, ce serait donc pour protéger le mémorial des « casseurs » qu'une chaîne humaine aurait été formée. Même version à *Libération* : « *Certains militants violents se servent sur le mémorial aux victimes des attentats, y récupèrent des bougies ou des pots de fleurs qu'ils jettent sur les policiers tandis que d'autres, plus modérés, forment une chaîne autour de la statue pour la protéger.* »

Il a fallu à *Causeur* une nuit de réflexion avant de publier le 30 novembre à 5 h 30 du matin un élégant article qui dénonce à la fois des affrontements « *provoqués* » par des manifestants et celle du « saccage » du mémorial, et confond allègrement les auteurs des affrontements et les arrêtés. Extrait : « *Jetant des chaussures contre la maréchaussée pour protester contre l'interdiction de leur manifestation, [...] certains sont allés jusqu'à piller le monument improvisé en hommage aux victimes des derniers attentats pour lancer des bougies aux CRS. Sacrilège suprême que cette atteinte à la mémoire des 130 victimes du vendredi 13, de la part de ces antifascistes imbibés de nihilisme. [...] Bilan de la journée : 341 arrestations, 317 gardes à vues et Mediapart qui crie à la dictature policière.* »

D'autres versions, d'autres sources

La couverture médiatique dominante de ce « saccage » laisse songeur, surtout quand on la compare à d'autres sources d'information, notamment des vidéos postées sur Internet, qui montrent clairement que les forces de police ont profané le mémorial, et qu'elles se sont livrées à des « violences » peu traitées par les grands médias. Quant à la « chaîne humaine » destinée à protéger le mémorial des dégâts, il semble bien, au regard des vidéos, des photos et des différents témoignages, qu'il ne s'est pas tant agi de le protéger des « casseurs » que des... CRS, qui finiront par évacuer violemment certains des militants ayant protégé le mémorial. Ayons une pensée pour Eugénie Bastié du *Figaro* qui expliquait que « *plusieurs personnes* » ayant formé « *une chaîne humaine* » pour « *protéger les fleurs et les bougies* » avaient été « *rejointes par les CRS* ». « Rejointes » ? Il fallait oser...

conséquence des « échauffourées ». Nombre de sites ont recyclé ou adapté à leur goût (parfois même sans le dire) cette dépêche, dont la première mouture portait pour titre: « Échauffourées place de la République: près de 300 interpellations et des condamnations politiques ».

Il n'est pas venu à l'esprit des journalistes qui relayaient les chiffres des interpellations et des gardes à vue, que ceux-ci étaient incompatibles avec celui de quelques dizaines de manifestants impliqués dans les affrontements. Mais surtout plusieurs vidéos — montrant des charges de police contre des manifestants pacifiques, dont certaines, particulièrement violentes, semblaient avoir moins pour objectif de repousser les manifestants hors de la place que d'en arrêter quelques-uns au hasard — et de nombreux témoignages indiquent que ces arrestations ne concernent en rien les manifestants impliqués dans des actes de violence, qui, eux, semblent avoir échappé à la police. Pourquoi les principaux médias se sont-ils gardés de mentionner et de montrer la violence et les objectifs des charges des forces de police? Pourquoi n'ont-ils pas indiqué que c'est à l'occasion de ces charges qu'ont été réalisées la plupart des 300 arrestations?

D'AUTRES SOURCES?

Alors, mieux vaut des vidéastes, qui ont filmé (toutes) les violences, que des caméras de télévision? Mieux vaut des médias indépendants, qui ont publié ces témoignages, que des dominants? Mieux vaut des informations de parti pris que des informations officielles? En tout cas, pourquoi négliger de vérifier ce qu'ils avancent? Ces témoignages et ces vidéos ne sont-ils pas utiles, voire indispensables, pour quiconque entendrait relater les « échauffourées » qui ont eu lieu place de la République? Pis encore: de nombreux témoins soulignent que la police a empêché ceux qui voulaient disperser leur cortège de le faire et les ont encerclés pendant plusieurs heures, organisant ainsi une « garde à vue à ciel ouvert ». Ils sont de parti pris? Mais pourquoi ne pas avoir vérifié leurs dires?



Photo illustrant l'article du Monde qui revient, le 2 décembre, alors qu'il est prouvé que ce ne sont pas les « blacks blocs » qui ont subi des gardes à vue, sur les deux condamnations en comparution immédiate. L'article a pour titre: « Ce n'est pas le procès de la manifestation, ni celui des blacks blocs »...

Pourquoi ne pas avoir cité, ou vérifié, les articles publiés par Reporterre qui, sous le titre « 350 interpellations arbitraires place de la République: salariés, étudiants, designers, clowns... », rapporte les informations suivantes: « Parmi les gardés à vue, il y a des quidams de province et des Parisiens, de 25 à 65 ans. Des salariés, des étudiants, des designers, un clown. Ils ont des profils très disparates mais pas du tout de casseurs. Les enquêteurs que j'ai croisés reconnaissent d'ailleurs qu'ils n'en ont pas interpellé. » Le même site, dans un article publié le 3 décembre, rapporte des témoignages sur les conditions des gardes à vue: « “Pas question d'avocat, ici, c'est moi qui commande.” Témoignages de gardes à vue en état d'urgence ».

Et rarement, très rarement, dans de grands médias, quelques témoignages et prises de position sont pris en compte. Ainsi, le 1^{er} décembre, BFM-TV diffuse-t-elle fugitivement le témoignage d'un manifestant arrêté qui, selon le commentaire, « dénonce des arrestations disproportionnées », alors qu'il dénonce des arrestations arbitraires, sans rapport avec les violences commises par d'autres manifestants. De l'art de faire dire à un témoin ce que l'on préférerait qu'il dise...

Mieux vaut tard que jamais? Il a fallu attendre le 2 décembre pour qu'une partie de la presse imprimée se

décide à publier des témoignages qui contredisent la version officielle. C'est notamment le cas de *Libération* ou du *Monde* qui publie — c'est le titre — une « Enquête sur la manifestation polémique du 29 novembre ». Quatre journalistes — pas moins — ont été mobilisés, grâce auxquels « Le Monde a tenté de reconstituer le fil des événements ». Étrange enquête en vérité qui consiste à comparer les témoignages de quelques manifestants avec ceux de quelques policiers, sans jamais indiquer clairement quelle version est la plus crédible. Et pourtant...

Ainsi, pour l'essentiel, ce sont des informations désinformées sur le rassemblement de la place de La République qui se sont imposées d'emblée dans l'espace médiatique dominant. Les — rares et timides — rétropédalages sont-ils l'expression d'une prise de conscience de la nécessité de mieux s'informer pour mieux informer? Rien n'est moins sûr. Car, dans ce cas comme dans bien d'autres, le mal était fait: le bruit médiatique qui a dominé les 48 heures ayant suivi les « incidents » a largement conditionné la perception que le public en a eue. Des exceptions n'ont pas manqué: elles seules sont dignes de ce que l'on est en droit d'attendre du journalisme quand tant d'acteurs — hélas — n'en attendent plus rien.

FRANCE TÉLÉS : UN MANAGEMENT QUI PRÉTEND FAIRE MIEUX AVEC MOINS

Fin avril 2015, Delphine Ernotte-Cunci a été nommée à la direction de France Télévisions dans des conditions fort opaques et dont la régularité est des plus douteuses¹. Désormais aux commandes, elle est, en principe, en mesure de mettre en application son « Projet stratégique pour France Télévisions » : un projet qui s'évalue en fonction des objectifs qu'il propose et des moyens dont il dispose.

DES CONTRAINTES ÉTOUFFANTES

Le « projet » de Delphine Ernotte est un projet sous contraintes. Le contrôle du CSA et la double tutelle du ministère de la Culture et du ministère des Finances (le second l'emportant sur le premier) sont assumés sans discussion. Malgré les critiques et les interventions publiques de la Présidente, le sous-financement du groupe est de facto entériné. Sa fragilisation, en raison de la prolifération des chaînes de la TNT libéralement attribuées au secteur privé sans concession nouvelle au secteur public (ni au secteur associatif), n'est pas mise en cause. La soumission des programmes aux producteurs privés est toujours de mise. On ne devient pas présidente de France Télévisions sans accepter de se soumettre à ces contraintes étouffantes... en tentant, au mieux, de les aménager. On ne retiendra ici que quelques aspects de ces aménagements, parmi les plus saillants (en consacrant un encadré en fin d'article à quelques remarques sur le contenu de l'information et des programmes).

Déjà structurellement sous-financée, la télévision publique est déstabilisée, fragilisée et constamment déficitaire depuis l'arrêt de la publicité après 20h décidée en 2008 par Nicolas Sarkozy. Supprimer la publicité ? Oui. Mais pas dans ces conditions, disions-nous alors.

Avant son interdiction, la ressource publicitaire représentait près de 800 millions d'euros sur un budget d'environ 2,8 milliards d'euros ! La promesse d'une prétendue compensation budgétaire « à l'euro près » n'était qu'un leurre. Venue du budget de l'État, la « taxe Copé » sur les fournisseurs d'accès à internet (FAI), qui devait atteindre 450 millions d'euros, n'a jamais été intégralement versée. Même si une légère augmentation de 0,9 % à 1,3 % vient d'être votée par le Parlement, cette taxe ne représentera probablement que 140 millions d'euros dans le budget de France Télévisions en 2016. Et sa disparition en 2017 est toujours prévue par la loi.

Avant même l'arrivée de Delphine Ernotte, la recherche des économies était devenue l'obsession de France Télévisions, des économies qui affectent les programmes, les achats de droits, l'emploi, les manières de travailler. Ces dernières

années, la suppression de plus de 700 emplois intermittents et permanents ont provoqué des dégâts considérables et aggravés les risques psychosociaux parmi les salariés². Malgré tous ces « efforts », France Télévisions a pourtant terminé l'année 2015 avec 15 millions d'euros de pertes.

Courageusement, après quelques tergiversations, François Hollande a décidé... de ne rien décider — ou si peu ! Pour ne pas déplaire au secteur privé, il a refusé la nouvelle fenêtre de publicité réclamée par la télévision publique entre 20h et 21h. Pour ne pas déplaire aux contribuables, il n'a augmenté la redevance que d'un euro, au rythme de l'inflation, alors qu'elle reste une des plus faibles d'Europe. Son élargissement aux ordinateurs et aux tablettes (sur le modèle allemand) est toujours écarté alors que les modes de consommation de la télévision évoluent à grande vitesse.

Or dès sa prise de fonctions, Delphine Ernotte avait publiquement défendu l'idée d'un retour partiel de la publicité après 20h et d'une augmentation de la redevance. Le gouvernement a arbitré de la pire des manières. Comme Delphine Ernotte l'a commenté dans un tweet :



Comment faire face à ce sous-financement ? Pour éviter un déficit prévisible estimé par la direction à 120 millions d'euros d'ici 2020, la recherche d'économies continuera d'être le « projet stratégique » majeur de France Télévisions. Delphine Ernotte avait déjà annoncé la couleur dans son « plan stratégique » : « Il est indispensable d'agir sur trois leviers : le non-remplacement des départs, une politique de mobilité et de formation et la modération salariale. »

En contrepartie de la très légère hausse des moyens de France Télévisions votée, on l'a dit, par le Parlement, Delphine

Ernotte s'est engagée le 28 octobre sur un « déficit zéro en 2016 ». Et la même de préciser : *« Comment va-t-on faire ce déficit zéro ? Pour 2016, ce ne sera pas des réformes structurelles mais conjoncturelles : on aménage nos grilles, on renégocie certains contrats, on utilise mieux la multi-diffusion pour aller chercher ce complément et être à l'équilibre en 2016. Donc, je ne lâcherai rien sur le plan des économies. »* Conséquences prévisibles : les ambitions affichées sur la qualité des programmes seront réduites à pas grand-chose et les conditions de travail des salariés de France Télévisions continueront à se dégrader.

DES PRODUCTIONS PRIVÉES POUR UN SERVICE PUBLIC

Une des premières décisions de Delphine Ernotte a été de doter France Télévisions d'une direction unique pour la production, la publicité et la distribution, pour favoriser la commercialisation des œuvres, comme le fait la BBC. Seulement voilà, le « décret Tasca », adopté en 1990, au nom de la très libérale défense des producteurs privés, oblige les chaînes à externaliser l'essentiel de leurs productions. Si les diffuseurs privés peuvent produire en interne 25 % de leurs fictions, cette part dite « dépendante » est limitée... à 5 % pour France Télévisions ! Autrement dit, la télévision publique a l'obligation de commander à des producteurs indépendants et souvent à des coûts exorbitants 95 % de ce qu'elle diffuse.

Nous avons déjà alerté sur cet enjeu, notamment dans un entretien avec l'un d'entre nous publié en octobre 2012 :

« Si la télévision publique se contente d'être un diffuseur et un financeur, à l'heure de la télé connectée, elle pourrait très vite perdre toute substance et devenir une coquille vide. Avec la diffusion par Internet, ce ne sont pas les tuyaux ou les fréquences qui vont compter mais les contenus ! Demain les géants de la télé seront les studios américains producteurs de séries ou de films associés à des agrégateurs tels que Google, YouTube ou Apple. France Télévisions doit donc retrouver la pleine maîtrise de ses droits et de ses capacités de production cédés aux producteurs par la volonté du législateur. C'est un enjeu absolument stratégique. »

Le rachat de la société Newem par TF1 est devenu le symbole d'un système proprement scandaleux qu'il est urgent de revoir. Newem, troisième producteur français, réalisait les deux tiers de son chiffre d'affaires avec France Télévisions (« Plus belle la vie » sur France 3, « Candice Renoir » sur France 2, « Les Maternelles » ou « Le magazine de la santé » sur France 5, etc.). En achetant cette société, la chaîne privée TF1 met la main sur un catalogue de fictions et d'émissions entièrement financées par la télévision publique qu'elle pourra rediffuser et commercialiser à sa guise.

Alors qu'elle finance la moitié de la production audiovisuelle française (400 millions d'euros par an), la télévision publique ne dispose pratiquement d'aucun droit ! On comprend que pour Delphine Ernotte, l'affaire Newem soit l'occasion « de repenser un modèle économique à bout de souffle », la redevance ne devant pas « servir de rente à un groupe privé ». Au final, si la volonté de développer des fictions et des séries en production interne ou en coproduction avec d'autres télévisions publiques est proclamée, rien ne sera possible sans faire sauter le verrou des décrets Tasca.

DU MANAGEMENT AVANT TOUTE CHOSE

Premier objectif du « projet stratégique » de Delphine Ernotte : « Restaurer la confiance ». Traduction : « Du management avant toute chose³ ».

Tout y passe : des directions paritaires, certes, mais resserrées, une refonte des ressources humaines, la désignation de cinq patrons de chaînes aux pouvoirs renforcés, mais plus ou moins subordonnés à deux directions transversales (stratégie et programmes/information). À ces chefferies reviendra donc la mission de « restaurer la confiance ». Autrement dit, le plus souvent, à faire avaler des couleuvres aux salariés du groupe, à commencer par les conséquences du sous-financement sur l'emploi et les conditions de travail.

DES RÉDACTIONS FUSIONNÉES ET CENTRALISÉES

En ce qui concerne les rédactions de France Télévisions, Delphine Ernotte

entend poursuivre le plan « Info 2015 » lancé avant son arrivée. Il prévoit la fusion des rédactions nationales de France 2 et de France 3, placées sous la responsabilité d'un directeur unique de l'information : *« La direction de l'information [...] poursuivra la démarche fédératrice autour d'une équipe unique de journalistes, intégrant y compris les équipes du numérique. Son directeur(trice) sera donc responsable de l'ensemble des ressources humaines pour produire l'information et notamment celle des journaux télévisés sur l'ensemble des chaînes et celle de la plate-forme numérique FranceTV info. Il contribuera également, avec ses équipes, à la qualité des magazines et émissions d'information intégrées dans les grilles des programmes. France Télévisions doit disposer ainsi d'une force de frappe hors du commun pour remplir une mission essentielle du service public. »* (p. 9 et 10)

Une « direction unique de l'information » ? Celle-ci, non seulement menace de priver les pôvres directeurs de chaîne de tout rôle dans la production de l'information, mais surtout procède à une redoutable centralisation qui, ouvrant la voie à des décisions arbitraires (y compris politiquement), laisse mal augurer de l'indépendance des rédactions.

« Une équipe unique de journalistes » ? Une telle « fédération » sera-t-elle une force de frappe positive pour la production de l'information... ou un cache-misère ? Produire mieux, produire plus... ou produire à moindre coût ? Comment une telle fusion peut-elle garantir la spécificité des différentes chaînes, l'indépendance des équipes rédactionnelles (qu'il s'agisse des JT ou des magazines) et les délibérations démocratiques des rédactions ?

Ce projet « Info 2015 », préparé par « un lent et réfléchi travail de sape », a été dénoncé par les salariés de France 3 dès janvier 2015 et par la Société des journalistes de France 3 en avril 2015.

Qui peut croire que cette fusion ne prépare pas une réduction des effectifs, une aggravation des conditions de travail des journalistes, et, du même coup, un appauvrissement de la qualité de l'information, surtout — voir plus loin — si une chaîne d'information en continu doit voir le jour ? C'est cette

aggravation des conditions de travail qui a récemment conduit les journalistes-reporters d'images de France 2 à se mettre en grève, entre le 3 et le 6 novembre 2015, non sans succès.

Comment, en particulier, ne pas s'interroger sur la finalité d'une telle fusion, lorsqu'on sait que France 3 et ses rédactions sont menacées ?

FRANCE 3, MARGINALISÉE, VOIRE MENACÉE

Delphine Ernotte se propose de renforcer l'identité des chaînes. En substance : France 2, « chaîne du flux » ; France 3, « chaîne du patrimoine et des territoires » ; France 4, « la référence pour la jeunesse » ; France 5, « chaîne des savoirs, de la connaissance, de l'éducation » ; France O, « chaîne des Ultra-marins ». Chaque « identité » est problématique. Mais celle qui est la plus fragile reste celle de France 3, chaîne toujours menacée.

Quel avenir sera réservé à France 3, chaîne aux 110 implantations, qui emploie 3 500 des 9 800 salariés du groupe ? Le « projet » souligne que la réforme territoriale est une « opportunité pour redéfinir la structure de la chaîne ». C'est-à-dire ? Quel impact aura le passage de 22 à 13 régions administratives sur l'organisation territoriale et éditoriale de la chaîne qui diffuse actuellement 24 journaux quotidiens ? Les 22 antennes régionales seront-elles réduites à 13 ? L'information de proximité sera-t-elle absorbée par des programmes régionaux ? La tentation des économies fait craindre le pire pour les arbitrages à venir.

Delphine Ernotte propose en outre « qu'une place beaucoup plus importante [soit] donnée à l'actualité locale » et que, pour cela, « France 3 et France 3 Régions soient enfin assemblés au sein d'une même chaîne. » (p. 17). Un tel « assemblage » fait craindre la disparition progressive des spécificités de France 3 Régions (et une réduction éventuelle du nombre de salariés), l'ensemble « privilégiant les programmes de proximité répondant aux attentes des téléspectateurs » et l'antenne nationale étant chargée d'« affirmer sa couleur patrimoniale, au travers de l'ensemble

de ses genres de programmes, depuis les jeux à vocation culturelle jusqu'aux documentaires à caractère historique » (p. 17). Ainsi, France 3 serait réservée à la « culture de proximité et populaire » alors que France 2 serait la chaîne « des nouveautés et de l'audace ». Inquiétante distinction !

UNE « CHAÎNE DE LA COMPRÉHENSION » EN CONTINU

Une chaîne d'information en continu pour tablettes et smartphones — une plateforme numérique en partenariat avec d'autres entreprises publiques comme Radio France, l'INA ou France 24 — est annoncée pour septembre 2016. Si le projet d'une chaîne d'information publique depuis longtemps dans les cartons n'est pas contesté, les choix éditoriaux et la question des moyens sont beaucoup plus problématiques.

« L'enjeu est de passer d'une logique d'information continue à un objectif d'information permanente. [...] À partir d'une exigence de haute qualité de l'information, il est possible de donner toute sa place à une chaîne de la compréhension. Cette chaîne ne sera pas similaire à l'offre existante, car elle visera autant l'information que sa mise en perspective. Le projet d'information par le numérique est l'opportunité de faire émerger une chaîne de compréhension pour dépasser l'émotion. » (p. 27)

Saluons ce souci de démarcation. Mais quelles garanties de ne pas voir reconduites les tares de l'information « en continu » ? Qu'on l'appelle ainsi ou « information permanente » ne change rien à l'affaire. Va-t-on vers une autre chaîne d'information de flux low-cost avec la pensée unique en boucle dont le paysage médiatique est déjà saturé ? Qui peut croire qu'avec des effectifs constants, les journalistes ne voient pas s'accroître la détérioration de leurs conditions de travail ? Mais surtout on a toutes les raisons de craindre que cette chaîne n'en soit pas vraiment une : « La question de sa diffusion à l'antenne, écrit Delphine Ernotte, se posera en étudiant plusieurs possibilités : réorientation d'un canal existant, priorité donnée à l'information dans la programmation d'une chaîne actuelle

ou maintien d'un tout-numérique » (p. 27). Seule éventualité qui n'est pas envisagée : la libération de l'un des canaux attribués à des chaînes privées. Il est vrai qu'elle dépend du CSA et non de la direction de France Télévisions.

Déjà soumise à la concurrence mortifère de TF1 (et des autres télévisions généreusement attribuées à des acteurs privés), la télévision publique est pourtant confrontée à de nouveaux défis. Les géants américains comme Apple, Netflix voire Amazon sont à l'offensive dans une bataille planétaire sur les contenus. Des chaînes thématiques comme BeIn Sports raflent tous les droits sportifs avec l'argent du Qatar. Les concentrations capitalistes s'accroissent, Bolloré, majoritaire à Vivendi et à Canal +, construit des synergies et vise le marché international.

La direction de France Télévisions semble consciente des enjeux et annonce sa mobilisation sur les contenus. Mais, sous-financée, privée des droits sur ses propres productions, assujettie au pouvoir public, la télévision publique est condamnée à rechercher des recettes pour survivre, sans disposer des moyens de se déployer comme une composante d'un véritable service public de l'information et de la culture.

Pressée de mettre en œuvre ses choix et de connaître les moyens dont elle disposera, la nouvelle patronne de France Télévisions rêve de clore avec l'État la négociation du Contrat d'objectifs et de moyens 2016/2020 d'ici janvier 2016. À suivre... sans illusions !

[1] Voir sur Mediapart les articles (payants) de Laurent Mauduit : « France Télévisions : la désignation de la PDG entachée d'irrégularités » et « France Télévisions : le Parquet classe sans suite l'affaire Ernotte ».

[2] Un « plan de départs volontaires » de 340 postes a connu un certain succès... en raison de la dégradation des conditions de travail.

[3] Comme le soulignaient dès juin 2015 le SNJ-CGT et le SNRT-CGT, « le projet met l'accent sur le management, l'organisation et la maîtrise des coûts, et pas sur les contenus, les programmes ou l'information » (« Projet Ernotte pour France Télévisions : décryptage et questions de la CGT »).

Et sur les écrans?

Peu d'indications dans le projet, mais quelques interrogations.

Une information « de haute qualité » ?

Les déclarations d'intention, ponctuées de motifs de satisfaction peu regardants sur les contenus, ne manquent pas : « *Le traitement de l'info doit assurer une pleine et entière liberté, être le lieu de l'esprit critique allié à une volonté de haute qualité* » (p. 22). Fort bien, mais encore ? Qu'on se le dise : « *Au-delà du succès du Journal Télévisé, c'est l'information qui doit elle aussi trouver des formes nouvelles, sur le modèle de présentation et en créant de nouveaux types de rendez-vous. Un succès, comme celui de Des Paroles et des Actes, appelle à en inventer d'autres* » (p. 16). Faut-il se satisfaire des succès d'audience du JT de France 2, sans s'interroger sur son contenu ? Suffit-il d'invoquer de nouveaux rendez-vous quand on prend pour modèle d'innovation l'un des plus controversés ? Car c'est oublier un peu vite les travers de cette émission¹, malgré son « succès ». Étrange omission : le magazine d'enquête « Cash investigation », une des rares innovations de qualité de France Télévisions n'est pas mentionné. Quant à la garantie du pluralisme sous toutes ses formes et en particulier du pluralisme des opinions, qu'elles soient partisans ou éditoriales, on attendra.

Un « acteur du récit français » ?

Dès les premières lignes du « projet », on apprenait que la télévision publique « peut » (doit ?) « *contribuer à créer un sentiment et une fierté d'appartenance à l'unité nationale. En témoignent à titre d'exemple les grandes compétitions sportives [...]* ». Et quelques pages plus loin : « *L'entreprise France Télévisions n'est pas seulement un groupe audiovisuel : elle est un relais de notre pays. C'est cette identité forte qui doit être mise au cœur de la mission de service public. Ni la nécessaire maîtrise des coûts, ni la compétition internationale, ne peuvent empiéter sur ce rôle de premier plan. [...] Il s'agit d'être un acteur du récit français* » (p. 22). « Un relais de notre pays » ? L'expression semble anodine et sympathique. « Un acteur du récit français » ? L'expression est beaucoup plus troublante. Quel est ce récit mis au singulier, comme s'il devait être unique ? Et qui en est l'auteur ? L'exemple proposé ne laisse pas d'inquiéter : la nouvelle directrice souhaite en effet que « *France Télévisions [soit] un levier au service de grands desseins du pays comme par exemple une candidature à l'organisation des Jeux Olympiques* ». Cela tombe bien, la France vient d'être acceptée par le Comité international olympique (CIO) comme pays candidat aux JO de 2024 (le 16 septembre 2015). Durant la campagne qui précédera le choix du CIO, que choisira France Télévisions : enquêter sur les conditions politiques, économiques, sociales, environnementales, etc. de la candidature française ou soutenir le « récit français » ? Ce « grand dessein » est d'abord celui de responsables politiques — et il est fort controversé. Faut-il comprendre que France Télévisions doive se mettre au service d'un projet sportif qui est aussi un projet politique ? Et pourquoi pas d'autres « desseins » ? Quelle distance peut-on espérer de la part des journalistes quand ces desseins prennent la forme, par exemple, d'interventions militaires ? Journalisme d'information ou journalisme d'accompagnement ?

En lutte contre les discriminations ?

« *La télévision publique doit être en pointe dans la lutte contre les discriminations liées au genre, à l'origine, à l'orientation sexuelle, à l'âge ou au handicap. Des pans entiers de la société française se trouvent aujourd'hui exclus de la télévision, soit par leur représentation à l'écran, soit par les stéréotypes véhiculés. Cela passe, bien entendu, par une plus juste représentation à l'écran mais aussi par une plus grande lutte contre les stéréotypes dans l'ensemble des programmes. Il faut transformer les images véhiculées par les fictions, les émissions* » (p. 25). Une proclamation bienvenue, mais beaucoup moins audacieuse qu'il n'y paraît. Rendre les « minorités » plus « visibles » et défaire des stéréotypes n'est pas une simple question d'images : cela ne va pas sans de véritables enquêtes qui contrarient les préjugés sociaux qui peuvent être ceux des journalistes et des auteurs de fictions. D'autant qu'il manque dans la liste quelques discriminations qui ne sont pas totalement inactuelles : les discriminations liées à l'origine sociale, nationale et religieuse. Pis : cette déclaration d'intention semble éluder le problème du traitement médiatique des classes populaires sur France Télévisions. Et sur ce point, France Télévisions a du pain sur la planche.

[1] Un seul exemple (pour ne rien dire du record d'invitations de Marine Le Pen) : l'émission du 22 mai 2014, consacrée aux élections européennes. Très bon choix, d'autant plus que le sujet est rarement discuté à la télévision — malheureusement, David Pujadas choisit d'ouvrir sur... l'immigration. Un sujet qui accapara la moitié du temps de débat.

GRANDES MANŒUVRES DE CONCENTRATION MULTIMÉDIA

Ces derniers mois, les rachats de médias ont connu une accélération inédite, qui a défrayé les articles de presse comme les émissions radio ou télédiffusées et soulevé l'inquiétude, voire l'indignation, des journalistes. Mais si ceux-ci ont largement posé la question de l'indépendance éditoriale dans un univers médias très concentré, ils ont aussi largement éludé celle des raisons profondes de ces vagues de concentrations. Ce que nous nous proposons d'analyser ici.

C'est Patrick Drahi qui a ouvert le bal des récentes concentrations en rachetant en juin 2015 la totalité du groupe Express-Roularta: *L'Express*, *L'Expansion*, le groupe L'Étudiant, entre autres, après avoir bouloté un an auparavant l'un des cinq quotidiens nationaux d'informations générales encore existants: *Libération*. Un rachat dont, notons-le au passage, nul ne s'était à l'époque indigné, et qui avait même plutôt fait l'objet de commentaires positifs dans les médias, saluant en Patrick Drahi le sauveur de *Libération*.

Quelques mois après avoir acquis *Libération*, Drahi rachète donc la totalité du groupe Express-Roularta, le 5^e groupe français de presse magazine, et s'octroie 49 % du groupe NextRadioTV, groupe plurimédia (BFM-TV, RMC...) appartenant à Alain Weill. Peu après, le groupe Le Monde acquiert 100 % des publications de *L'Obs*, Bernard Arnault, propriétaire des *Échos*, gobe *Le Parisien* et *Aujourd'hui en France*, tandis que Vincent Bolloré, autre grand médiavore, s'empare de Canal + en prenant les rênes de Vivendi, maison mère de la chaîne.

On a ainsi observé, en quelques mois, un vrai chamboulement du paysage médiatique, avec la constitution ou le renforcement de groupes possédant des titres variés dans divers types de médias: presse écrite, télévision, radio, sites Internet. Un chamboulement qui provoque, on l'a dit, des réactions en chaîne chez les journalistes, les amenant parfois à porter un regard nouveau sur les acteurs de ces changements¹. En revanche, rares sont les titres des médias dominants à avoir analysé de façon critique les causes de ce phénomène. Des causes qui touchent à l'environnement économique, aux acteurs politiques, à la sphère médias elle-même et aux multiples interactions entre ces trois facteurs.

LA LOI DU CAPITAL ET LES NTIC

Le secteur d'activité des médias s'inscrit dans un environnement économique général, fondé sur la recherche du profit maximal, et donc sur l'accroissement sans fin du capital; un environnement financiarisé, dominé par la gestion actionnariale, la cotation boursière et la rentabilité à court terme;



Le trio « BNP »

un environnement conçu comme un marché, à l'échelle mondiale, régi par la loi de la concurrence (non faussée par un quelconque principe de régulation), où le capital a tendance à se concentrer entre un nombre de mains toujours plus réduit².

C'est dans cet environnement propice aux regroupements capitalistiques que s'inscrit l'économie des médias, avec les mêmes impératifs de rentabilité qu'ailleurs. Or, depuis le début des années 2000, une nouvelle donnée apparaît, essentielle, qui va bouleverser les activités du tertiaire en général et des médias en particulier: Internet et les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Censées constituer l'axe majeur de l'économie de demain — c'est en tout cas l'avis du ministère de l'Économie, explicité dans un rapport de la Direction générale des entreprises —, les NTIC sont devenues la nouvelle poule aux œufs d'or des investisseurs. Des deux côtés de l'Atlantique, la course est lancée tant dans l'acquisition des « autoroutes de l'information » que dans celle des « contenus ». Ainsi s'explique la double activité médias-télécoms de quelques-uns de nos magnats de la presse, souvent des jeunes premiers dans cet univers très fermé: Patrick Drahi ou Xavier Niel, sans oublier les vieux de la vieille qui n'ont pas pour autant perdu le nord: Vincent Bolloré ou encore Martin Bouygues (Bouygues Télécom).

Ainsi s'explique également la constitution de grands groupes multimédias en France et partout dans le monde, prêts à se livrer bataille sur la scène mondiale pour ramener dans leur giron parts d'audience (et de marché) et recettes publicitaires. D'autant que les géants du Net (Amazon, Google) représentent de redoutables concurrents, y compris sur le terrain des « vieux médias », puisque Amazon propose désormais un accès à certaines chaînes de télévisions américaines. Le site de l'Ina analyse : « *Pour faire face à ce risque, les groupes d'éditeurs audiovisuels ont appliqué jusqu'alors plusieurs stratégies complémentaires. Afin de mutualiser les coûts de production et d'acquisition des programmes et augmenter leur exposition, donc leurs recettes publicitaires, les groupes historiques ont créé ou racheté des chaînes. Il en résulte une forte concentration du secteur. On peut augurer qu'à court terme il n'y aura plus que quatre ou cinq groupes d'éditeurs nationaux, alors qu'en 2005, au lancement de la TNT, ils étaient une dizaine.* »

Du côté de la presse papier, dont les titres sont de plus en plus inclus dans de grands groupes multimédias, la même cause (les NTIC) a produit les mêmes effets, parfois doublés d'effets plus spécifiques à ce type de média. En effet, la presse papier va mal et ce depuis de nombreuses années, une mauvaise santé due à une baisse continue du lectorat et surtout à la baisse des recettes publicitaires. Mais les lecteurs-spectateurs ne se sont pas volatilisés : ils sont partis sur le Web, suivis de près par les annonceurs — même si les recettes publicitaires des sites de presse en ligne sont encore loin de compenser la baisse subie par ailleurs. Alors, pour diffuser l'information, générer des revenus soit par la publicité soit par les abonnements, la solution à la crise paraît évidente : investir le Web. Et, entre 1996 et 2007, c'est l'ensemble de la presse papier qui s'engouffre dans la « révolution numérique » (*Le Monde* en 1996, idem pour *Les Échos*, *Le Figaro* en 2006).

Une solution miracle, comme le suggère le rapport de l'ancien président de France Télévisions Marc Tessier au ministre de la Culture de Nicolas Sarkozy en 2007 ? Mais un « miracle » qui nécessite de gros investissements pour des recettes incertaines, ce qui, dans un secteur en crise, n'est pas sans poser quelques problèmes. Qu'à cela ne tienne, dit Tessier, il suffit que des « *coopérations et des rapprochements puissent avoir lieu, qu'ils prennent la forme de projets communs, d'échanges et de participation ou de fusion et que les pouvoirs publics soient attentifs à ne pas gêner ces évolutions* ». La messe de la concentration était dite...

Transactions récentes

Dans un univers presque aussi labile qu'une opinion d'éditocrate, il n'est peut-être pas inutile de faire le point sur les titres et les médias dont les propriétaires ont changé ces derniers mois, en remarquant au passage que tous les acquéreurs possédaient déjà au moins un autre média : la recette d'une concentration augmentée.

Janvier 2014 : Claude Perdriel cède les deux tiers du capital du *Nouvel Observateur* (devenu depuis *L'Obs*), qui comprend également *TéléObs* et *Rue89*, aux trois propriétaires du *Monde* (Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse).

Été 2014 : le groupe Altice de Patrick Drahi, déjà en possession de participations dans plusieurs chaînes thématiques (de *Ma Chaîne Sport* à *i24News*, chaîne d'information en continu israélienne) devient l'actionnaire principal de *Libération*.

Mai 2015 : Bernard Arnault, propriétaire du groupe *Les Échos*, annonce racheter *Le Parisien et Aujourd'hui en France* au groupe Amaury, la transaction étant officialisée en octobre.

Juin 2015 : Vincent Bolloré prend le contrôle de Vivendi, en devenant le président du conseil de surveillance ; il était entré dans le capital de la multinationale en 2012, et ses manœuvres pour en prendre la direction avaient fait les choux gras de la presse « économique ».

Juin 2015 : Patrick Drahi rachète l'intégralité des titres du groupe *L'Express-Roularta* (*L'Express*, *L'Express Style*, *L'Expansion*, *Mieux vivre votre argent*, *L'Étudiant*, *Point de vue*, *Lire*, *Studio Ciné Live*, *Classica*, entre autres).

Juillet 2015 : Patrick Drahi, via son groupe Altice Média, devient actionnaire à 49 % du groupe NextRadioTV (composé des chaînes de télévision BFM-TV, BFM Business, RMC Découverte et RMC Sport, des radios RMC et BFM Business et des sites Internet correspondants), avec une option pour finaliser l'achat de ce groupe en 2019.

Septembre 2015 : Matthieu Pigasse rachète (seul) *Radio Nova*.

Octobre 2015 : le groupe Figaro rachète CCM Benchmark, propriétaire de plusieurs sites Internet spécialisés (*Comment ça marche*, *Copains d'avant*, *L'Internaute*, *Le Journal du Net*, *Le Journal des femmes*, *Santé Médecine...*). Accessoirement, CCM Benchmark est aussi un institut spécialisé dans la vente de produits (et de pubs) sur la Toile.

Et ce n'est pas fini : Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Pierre-Antoine Capton (producteur d'émissions de télévision) ont annoncé la constitution d'un fonds d'investissement spécialisé dans le rachat de médias ; il s'agit de lever entre 300 et 500 millions d'euros en Bourse, à investir exclusivement dans les médias — pour mémoire, le trio Bergé-Niel-Pigasse avait dû déboursier environ 30 millions d'euros pour acquérir *Le Monde* en 2010. Plus récemment, *La Tribune* présentait Patrick Drahi comme possible acquéreur des magazines *Télé 7 Jours*, *France Dimanche* et *Ici Paris*. À suivre ?

PROPRIÉTAIRE DE MÉDIAS, UN MÉTIER D'INFLUENCE

À ces causes économiques et politiques s'en ajoute une autre, là encore bien caractéristique des médias. En effet, si dans l'ensemble des secteurs d'activité on n'investit que dans ce qui semble rentable, dans celui des médias on achète alors même que le secteur est réputé en berne depuis des décennies, notamment — mais pas seulement — dans la presse papier. Quel intérêt alors à racheter des médias qui ne cessent de perdre de l'argent malgré les nombreuses cures d'amaigrissement dans les rédactions, sans perspective donc d'une rentabilité financière à court ou à long terme? En réalité, en dehors même des montages financiers et fiscaux qui peuvent rendre ces pertes profitables à l'échelle du groupe, les bénéfices sont ailleurs et se récupèrent sous d'autres formes. Celles de l'influence, de la contribution à « l'image de marque » d'un groupe industriel (elle-même génératrice de profits via les autres activités du groupe), d'un relatif contrôle de la parole médiatique et d'une synergie entre offres d'abonnement à Internet ou à un réseau téléphonique et « contenus » en exclusivité³.

Plusieurs journalistes et économistes des médias ont vu dans les stratégies de certains patrons de presse une tentative de peser sur la présidentielle de 2017. Une explication qui n'est pas à négliger, surtout lorsque l'on connaît les amitiés politiques d'un Bolloré ou d'un Arnault, mais qui ne saurait à elle

seule justifier certains rachats (ceux de Patrick Drahi, par exemple). Mais avancer que par l'achat de médias on s'achète de l'influence, symbolique, politique ou économique se vérifie dans tous les cas de figure. Ainsi, coup triple pour Patrick Drahi: en investissant dans la sphère médias, il compte bien assurer sa stratégie offensive sur le marché des câblo-opérateurs, trouve par la même occasion de quoi alimenter ses multiples tuyaux, et se positionne comme un acteur incontournable de l'économie française.

De son côté, Arnault s'offre avec *Les Échos* et *Investir* de quoi faire mousser le joyeux monde des entrepreneurs. Quant à Bolloré, s'il n'hésite pas à se servir de ses organes de presse pour faire la pub de ses enseignes, il s'en sert aussi pour défendre ses (gros) intérêts en Afrique de l'Ouest, en parfaite adéquation d'ailleurs avec ceux de la Françafrique⁴.

Enfin, les trois propriétaires (Pierre Bergé, Xavier Niel, et Matthieu Pigasse, dit « BNP ») du groupe Le Monde ont chacun des raisons de s'être approprié des titres de presse à l'histoire prestigieuse (*Le Monde*, *L'Obs*, *Télérama*, *Courrier international*, entre autres) qui n'ont rien à voir avec l'amour de la presse libre. Ainsi Xavier Niel déclarait-il tranquillement en juin 2011 à propos de ses emplettes dans la presse: « *Quand les journaux m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix* » (*Le Monde diplomatique*, juin 2011).

Pour autant, ces actionnaires n'ont que rarement une influence directe sur les lignes éditoriales de leurs médias, et leurs intérêts n'y sont pas toujours mécaniquement relayés. Et s'ils peuvent dans une certaine mesure orienter ces lignes éditoriales, en particulier en choisissant judicieusement les postes clés dans les rédactions, l'influence politique obtenue par l'acquisition d'un média constitue surtout une force de dissuasion. Le magazine *Capital* (août 2014) l'explique de façon limpide: « *On y regarde à deux fois avant d'attaquer le patron d'un journal. L'obscur boss de Numéricable, Patrick Drahi, n'était qu'un "nobody" quand il est parti à l'assaut de SFR. Moyennant quoi il fut attaqué sur tous les fronts: exil fiscal, holdings douteuses aux Bahamas, nationalité française incertaine... D'où Libération.* »

PETITES AMITIÉS ET GROS CONFLITS D'INTÉRÊTS

Si la convergence entre les intérêts des industriels des médias et ceux des acteurs politiques est flagrante dans le cas d'un Bolloré, elle est tout aussi présente quoique moins visible en ce qui concerne les autres grands propriétaires des médias. Par exemple, le trio Bergé-Niel-Pigasse, qui préside aux destinées du groupe Le Monde: si les amitiés « socialistes » de Pierre Bergé sont notoires, la carrière hors médias de Matthieu Pigasse est moins connue du grand public: d'abord administrateur au Trésor public, où il est chargé de la dette, il est ensuite associé-gérant de la banque d'affaires Lazare, où il est recruté par l'entremise d'Alain Minc, lui-même conseiller de Nicolas Sarkozy et de maints hommes d'affaires, et président du conseil de surveillance du *Monde* de 1994 à 2008.

Bernard Arnault, lui, ne cache pas ses accointances avec le monde politique, qu'il juge par ailleurs tout à fait normales, voire insuffisantes: « *Je trouverais tellement bien qu'il y ait davantage d'allers et de retours entre le monde des affaires et la politique.* » Et s'il a une préférence marquée pour la droite sarkozyste, ils sont nombreux dans le monde des médias à avoir entretenu de bons rapports avec l'ex-président.



Mobilisation de salariés de L'Express, 2 octobre 2015

Mais l'intérêt du monde politique pour les hommes forts des médias n'est pas l'apanage de la droite ultralibérale : François Pinault, lui, susurre ses conseils à l'oreille de François Hollande après avoir longtemps eu celle de Jacques Chirac. Du côté de chez Drahi, son bras droit Bernard Mourad, ex-banquier chez Morgan Stanley, est un proche d'Emmanuel Macron et de Stéphane Fouks, vice-président de Havas et grand ami de Manuel Valls et de DSK, et qui a aussi soutenu Drahi pour le rachat de Numéricable. La liste est longue de ces passerelles entre propriétaires de médias et décideurs politiques : qu'on songe à la séquence des *Nouveaux Chiens de garde* sur Le Siècle, ce club très fermé qui rassemble non seulement les patrons des médias, les gros bonnets industriels et financiers et le gratin du monde politique, de « gauche » comme de droite, mais également un personnel journalistique de tout premier plan (Arlette Chabot, PPDA, Jean-Marie Colombani, David Pujadas, etc.).

UNE CONCENTRATION BIEN ENCADRÉE

Comment s'étonner, dès lors, de l'absence de régulation par l'État en matière de concentration capitaliste dans le secteur des médias ? Une régulation qui, par ailleurs, n'est pas franchement en odeur de sainteté chez les décideurs politiques au pouvoir depuis des dizaines d'années, tout acquis aux doctrines libérales et aux vertus de la concurrence libre et non faussée. Ainsi, la dernière loi votée en matière de régulation dans les médias date de... 1986 (dite loi Léotard), avec un texte qui organisait d'ailleurs en premier lieu la dérégulation du secteur audiovisuel, mais qui comportait quand même quelques garde-fous en la matière : un plafonnement à 25 % du capital possédé par une personne dans un média audiovisuel et l'interdiction de posséder plus de deux types de médias sur trois (presse écrite, radio, télévision), pour les plus emblématiques de ces mesures. Quant à la presse écrite, l'encadrement anti-concentration remonte à 1984, quand Pierre Mauroy, alors chef de gouvernement de Mitterrand, a proposé une loi interdisant de posséder des journaux cumulant plus de 15 % de la diffusion nationale.



**Alain Weill au dîner du Siècle
(capture des Nouveaux Chiens de garde)**

Hélas, ces quelques obstacles à la concentration n'ont cessé d'être mis à mal par des plafonnements constamment révisés à la hausse (actuellement 49 % dans l'audiovisuel et 30 % dans la presse écrite) et une règle des deux sur trois qui ne prend pas en compte la diffusion par Internet et qui n'est de toute façon pas appliquée (groupes Bertelsmann, Lagardère). Mais cela ne suffit toujours pas, et ces obstacles, si amoindris soient-ils, restent intolérables aux yeux de nos médiavores et de leurs amis politiques. En témoignent les nombreux rapports relatifs à la concentration dans les médias, qui estiment en général qu'il n'y a pas lieu de déconcentrer. Le rapport Lancelot, en 2006, trouve que « *le paysage médiatique, dans son état actuel, n'a pas atteint un degré de concentration alarmant* ». Le rapport Bloche, en 2009, porte un regard plus critique sur ce paysage médiatique, mais sans proposer de réelles solutions. Ce rapport, qui fondera les propositions du Parti socialiste en la matière, ne donnera rien de concret. Plus récemment, en décembre 2015, le Sénat organisait une table ronde intitulée « Concentration des médias : état des lieux », où les intervenants (des patrons de médias) discutèrent surtout de la réalité du phénomène de concentration.

Autant de rapports qui institueront surtout la non-régulation de la propriété des médias privés et déboucheront sur des mesures en faveur des patrons. Ainsi, en 2008, Catherine Albanel, alors ministre de la Culture et de la Communication de Nicolas Sarkozy, relaie dans

Les Échos les souhaits du chef de l'État concernant la formation de « *grands groupes de communication audiovisuelle français* » avec « *des mesures en faveur des chaînes privées* » et un allègement des règles anti-concentration pour les radios. En 2014, Emmanuel Macron, qui n'est pas ministre de la Culture et de la Communication, envisage lui aussi d'assouplir les règles anti-concentration, conformément aux souhaits des propriétaires de TF1 et de M6. En ligne de mire : les règles des 49 % et des deux sur trois.

C'est que, nous disent médiavores et politiques, la révolution numérique est passée par là : en bouleversant le marché qu'encadraient les règles anti-concentration, elle les a rendues caduques. Et puisqu'elles ne sont plus tout à fait adaptées, il n'y a qu'à s'en débarrasser ! Une autre option existe cependant : celle de réglementer également les médias électroniques. Une possibilité que les élus et gouvernements successifs ne semblent pas avoir envisagée...

[1] La fragilité de l'« empire Drahi », bâti sur une dette gigantesque, a par exemple été questionnée par *Le Monde* ou par *France Info*.

[2] Nous renvoyons ici à un article publié sur notre site en 2003, plus que jamais d'actualité : « La déréglementation, condition à la formation des groupes multimédias ».

[3] Voir par exemple SFR qui propose à certains de ses abonnés en téléphonie des abonnements « gratuits » à *L'Express*.

[4] Voir l'article détaillé que *Le Monde diplomatique* consacrait en 2009 au « Guerres africaines de Vincent Bolloré ».

L'INTERNATIONAL : UNE INFORMATION MALTRAITÉE

« Vous voulez des nouvelles sur le Venezuela ?
Regardez la chaîne vénézuélienne.
Sur le Soudan ? Regardez les chaînes africaines. »
JEAN-PIERRE PERNAUT, *Œuvres incomplètes*



L'actualité internationale est-elle le parent pauvre de l'information ? C'est une critique récurrente qui est faite aux médias dominants, et notamment les grandes chaînes de télévision : elles informeraient peu et/ou mal sur les sujets d'actualité internationale. Une critique qu'Acrimed a souvent reprise à son compte, avec la publication de nombreux articles traitant de la sous-information et de la mal-information sur les questions autrefois traitées, dans les rédactions, par le service « Étranger ». D'où l'idée de ce dossier, dans lequel nous tentons de répondre, analyses et exemples à l'appui, à cette double question : Pourquoi, et comment, une telle dégradation de la qualité de l'information internationale ?

PARADOXE

Un paradoxe ne manque pas d'étonner : l'information internationale, et les journalistes qui en sont chargés, bénéficient d'un indéniable prestige, au sein de la profession comme auprès du public. Nombre de « grands noms » du journalisme sont associés à leurs reportages à l'étranger, que l'on pense à Albert Londres, à Ernest Hemingway, à Joseph Kessel, à Jack London ou à John Reed ; les correspondants et reporters de guerre comptent parmi les personnages

principaux de nombreux films, de *La Déchirure* à *Eyes of War* en passant par *Harrison's Flowers*, *L'Année de tous les dangers* ou *Blood Diamond*. Comme l'explique Dominique Marchetti, « la "politique étrangère" et, plus largement, l'information portant sur un territoire étranger, bénéficient historiquement d'un prestige important au sein de l'espace journalistique français. Comme la politique intérieure, cette matière est considérée comme noble et légitime, s'opposant, dans la hiérarchie professionnelle, aux faits divers qui sont généralement traités par des journalistes moins expérimentés

et moins considérés. Qu'il s'agisse des consommateurs de presse ou des journalistes, cette opposition enferme, en fait, deux rapports au monde social entre ceux qui seraient respectivement du côté de la réflexion, de l'ouverture au monde, de l'international, et ceux qui seraient à l'inverse du côté de la sensation, du repli sur soi et du local¹. »

Mais ce prestige, voire même cette « noblesse » de l'information de « politique étrangère » semblent être inversement proportionnels à l'attention, au temps et aux moyens que les grands médias, et notamment les grandes chaînes de télévision, semblent prêts à lui consacrer. Un premier indicateur statistique nous est donné par l'Ina dans le numéro 38 (juin 2015) de son « Baromètre thématique des journaux télévisés », qui offre un panorama exhaustif des sujets traités depuis 20 ans dans les journaux télévisés des six principales chaînes françaises (TF1, France 2, France 3, Canal +, Arte, M6). À l'exception d'Arte, chaîne binationale, où les questions internationales représentent 40 % des sujets, la proportion est particulièrement basse, avec, par ordre décroissant, Canal + (20.6 %), France 3 (16.3 %), France 2 (16 %), TF1 (13 %) et M6 (10.9 %). Pour ces quatre dernières chaînes, l'information internationale se classe ainsi derrière les « Faits de société » et, si les chiffres de l'Ina indiquent une augmentation de la place de l'international, qui passe de 4366 sujets (tous JT confondus) en 1995 à 5805 sujets en 2014, le constat demeure sans appel : l'actualité nationale monopolise les JT (entre 80 et 90 % des sujets).

D'autres éléments quantitatifs corroborent ce constat, avec notamment la tendance à une restriction des moyens consacrés à l'information internationale, qui s'est par exemple manifestée, au sein de TF1, par la fermeture successive, au cours des dernières années, de nombreux bureaux permanents à l'étranger (Rome, Moscou, Berlin, etc.) : la chaîne n'en compte aujourd'hui plus que trois (à Washington, à Londres et à Jérusalem). Autre exemple : une visite sur le site de la chaîne d'information i>Télé nous apprend que la chaîne emploie « 300 collaborateurs dont 200 journalistes, 19 rédacteurs en chef, 14 correspondants en région (Marseille, Lille, Bordeaux, Lyon, Nantes, Toulouse

et Strasbourg) et des envoyés spéciaux à l'étranger ». En d'autres termes : aucun correspondant pour l'information internationale. France 2, service public oblige (?), conserve aujourd'hui des bureaux à Londres, Washington, Jérusalem, Berlin, Moscou, New Delhi, Dakar et Pékin, tandis que France 3 n'en possède qu'un seul, à Bruxelles.

FAIRE MOINS BIEN AVEC MOINS DE MOYENS

Dans un article consacré à la fermeture du bureau de TF1 à Rome en 2012, le journaliste du *Figaro* Emmanuel Schwartzenberg proposait un résumé « brut » des enjeux gouvernant les choix de la première chaîne française : « **Rentabilité oblige**, TF1 n'a plus, à la différence des chaînes publiques, les moyens d'entretenir un réseau de correspondants à l'étranger. [...] Le charisme de Jean Paul II et le rôle que le pape a joué, lors de la décomposition du bloc communiste, a justifié pendant longtemps le maintien d'un bureau permanent à Rome. La présence pendant près de 18 ans de Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien exigeait également une couverture permanente. **Benoît XVI et Mario Monti, président du conseil italien, ont des personnalités moins marquantes et, par conséquent, moins "vendeuses" en termes de média.** Comme il suffit de deux heures à une équipe pour se rendre en Italie afin d'y réaliser un sujet, TF1 a considéré qu'il était préférable de fermer un bureau dont le budget annuel de fonctionnement serait, d'après un ancien correspondant, de 800 000 euros par an. **Pour la Une, de tels investissements ne se justifient plus que pour Londres, Washington et Jérusalem. Là, où l'urgence de l'actualité l'exige².** »

De plus en plus de grands médias, notamment audiovisuels, suivent les mêmes orientations et ont de plus en plus recours aux envoyés spéciaux ou font appel à des agences privées qui leur vendent des sujets « clés en mains ». On sollicite également des « journalistes indépendants », rémunérés à la pige, qui tentent, bon an mal an, de survivre dans une situation marquée par la précarité, l'exploitation féroce et la mise en concurrence « libre et non faussée ». Dans un article publié sur notre site en

octobre 2013³, des pigistes en « poste » au Liban témoignaient : « *Entre mes souvenirs d'enfance des reporters sur le terrain et la réalité aujourd'hui, je me rends compte que l'international prend de moins en moins de place dans les rédactions. En tant qu'indépendants nous n'avons pas de salaire fixe, donc nous sommes tout le temps mobilisés sur le terrain pour ne rien louper et tout comprendre, mais ce travail n'est pas rémunéré à sa juste valeur* » ; « *Dans la presse française, il n'y a parfois pas de retour pour savoir si l'article est bien arrivé. Pour n'importe quel papier commandé et non publié, il faut parfois insister pendant plusieurs mois pour être rémunéré, ou pour se faire rembourser les frais* » ; « *On m'a commandé un papier sur un sujet très dangereux avec une deadline d'une semaine ou deux. J'avais l'impression qu'on me demandait de partir aux Bahamas. Comment bien préparer son reportage, vérifier ses sources, ses contacts, puis financer, partir et écrire son reportage en si peu de temps dans un pays en guerre [La Syrie] ? Cela témoigne moins d'un mépris que d'une méconnaissance profonde du terrain* »...

L'alternative « offerte » par les réductions de coût est donc, au final, la suivante : des envoyés spéciaux souvent peu au fait du terrain sur lequel ils sont dépêchés ou des pigistes sans réel statut, mal rémunérés et travaillant dans des conditions souvent peu propices à l'expression de leurs qualités de journalistes et de leur connaissance du terrain. Autant dire une alternative qui ne peut que contribuer à la dégradation de la qualité de l'information, puisqu'elle exprime, en dernière analyse, une mise en concurrence entre bonne connaissance du terrain et bonnes conditions de travail. Comment s'étonner, dès lors, au-delà de la sous-représentation des questions internationales dans la plupart des grands médias, et de la moindre qualité, dans la plupart des cas, des sujets proposés ? A fortiori si on les compare à certains reportages et articles produits par les quelques correspondants permanents survivants — sans que ce dernier statut ne soit nécessairement un gage de qualité, et sans préjuger de la qualité du travail de nombreux pigistes.



il reste dans l'ignorance: il ne sait pas pourquoi ces deux-là se détestent, on ne lui a jamais expliqué pourquoi Tom et Jerry ne peuvent pas parvenir à une trêve durable, voire une paix définitive. [...] Les grands médias, notamment audiovisuels, nous offrent souvent, lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, une information digne de Tom et Jerry: "le cycle de la violence a repris"; "la trêve a été brisée"; "la tension monte d'un cran"; "les deux parties haussent le ton"; etc. Mais pourquoi ces deux-là se détestent-ils? Bien souvent, le public n'aura pas de réponse. Il devra se contenter d'une couverture médiatique qui se focalise sur la succession des événements, sans s'interroger sur les causes profondes ou sur les dynamiques à long ou moyen terme. » Un syndrome typique du traitement de la question palestinienne, mais que l'on retrouve, avec des variations locales, dans bien d'autres conflits, notamment en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

LA PRIME AUX « GÉNÉRALISTES »

La réduction des moyens (humains et financiers) consacrés à l'information internationale s'est logiquement accompagnée d'une modification des rapports de forces, au sein des rédactions, en la défaveur des services de politique étrangère (quand ces derniers n'ont pas tout simplement disparu) et en la faveur des éditorialistes et des « généralistes ». C'est ainsi que s'est progressivement imposée la figure du « spécialiste des questions internationales » qui, au cours de chroniques, d'éditoriaux ou de débats télévisés, propose ses « analyses » sur à peu près n'importe quel sujet dans la mesure où il entre dans la catégorie « information internationale ». Bernard Guetta, Alexandre Adler, Olivier Ravanell... font partie de ces « spécialistes généralistes » qui peuvent intervenir, à quelques jours d'intervalle, sur la politique étrangère de la Chine, les dernières déclarations de Barack Obama, le conflit syrien ou les élections au Venezuela. Avec, inmanquablement, des généralisations, des raccourcis, des approximations ou des contre-vérités⁵ qui, quand bien même elles sont avérées et démontrées, n'empêchent pas nos spécialistes du monde de continuer, chaque jour, de disserter tranquillement sur tout et sur rien, et surtout sur rien.

Dans le même temps, les reporters et « envoyés spéciaux » dépêchés ponctuellement dans les pays qui, en raison d'une guerre, d'un attentat ou d'une catastrophe écologique, « font l'actualité », sont de moins en moins spécialisés sur les questions internationales, ainsi que le rapporte Dominique Marchetti: « Si certains "anciens", âgés entre quarante et soixante ans, restent parfois relativement spécialisés sur une zone géographique et ont une habitude de suivre tel ou tel terrain, tout particulièrement la politique institutionnelle, les reporters, grands reporters et la nouvelle génération de correspondants à l'étranger couvrant l'actualité internationale sont en grande majorité des journalistes généralistes. Autrement dit, les sujets sur les pays étrangers sont, depuis les années quatre-vingt, de plus en plus couverts par des journalistes sans spécialité particulière, qui sont issus pour la plupart du service dit des "informations générales", c'est-à-dire qu'ils traitent tous les sujets qui ne rentrent pas dans les compétences des structures rédactionnelles existantes⁶. »

La dégradation de la qualité de l'information internationale participe donc des évolutions internes à la profession de journaliste, qu'il s'agisse du triomphe des logiques commerciales au détriment des logiques informationnelles (et de ses conséquences sur le travail des journalistes), de la précarisation du métier de journaliste, ou encore de la prime accordée à la « polyvalence » et donc à la dé-spécialisation. Ces évolutions ne sont pas sans conséquence sur les formations, les attentes et les motivations des journalistes eux-mêmes, la nouvelle division du travail journalistique produisant une homogénéisation des profils et des aspirations: pourquoi se consacrer à des questions qui, malgré le prestige de certains « grands noms », sont de plus en plus dévalorisées par les propriétaires et les directions des médias dominants? L'information internationale devient de plus en plus une information comme les autres: on y passe, on en revient, on y retourne, sans exigence de compétences particulières, en employant des formats et des méthodes qui peuvent également être utilisés lors d'une correspondance en PACA. (suite p. 26)

Les « femmes d'ailleurs » : éternelles victimes ?

Déjà sous-représentées dans les médias, et quasiment absentes des sujets « nobles » comme la politique ou l'économie, les femmes apparaissent peu dans les articles et reportages traitant des questions internationales. Et lorsque cela arrive, c'est souvent selon des représentations très stéréotypées. Retour sur les huit sujets sur les femmes à l'international les plus repris ces derniers mois dans les médias.



Lorsque l'on s'intéresse à l'actualité internationale telle que couverte par les médias français, on peut avoir une première vision des sujets les plus visibles en réalisant une recherche sur Google Actualités, section « International ». Voici les sujets qui sortent en nombre avec le mot-clef « femmes » :

Les « femmes de réconfort » et l'accord Corée du Sud-Japon – vu dans la plupart des grands titres, comme *Le Monde*, *Libération*, *Le Parisien*, *Les Échos*, *L'Express*, Europe 1, RFI, France Info, *20 Minutes*, *Le Point*, *Metronews*, *Ouest-France*, *Madame Figaro*, France Inter, France Info, *Le Dauphiné libéré*...

Les agressions sexuelles à Cologne – la quasi-totalité des médias ont traité le sujet, du *Monde* au *Figaro* en passant par des gratuits comme *20 Minutes* et des titres de presse quotidienne régionale comme *La Voix du Nord*.

Les esclaves sexuelles de Boko Haram et de l'État Islamique – traité sous différents angles, du plus politique au plus racoleur, par (dans le désordre) *Le Monde*, BFM-TV, *Le Figaro*, *Direct Matin*, *20 Minutes*, *Les Inrocks*, *Slate*, *Le Point*, *L'Obs*, *L'Humanité*, France TV Info, Arte...

Les femmes migrantes et en particulier leur surexposition aux viols et à la prostitution – *Le Monde*, Mediapart, Rue89, RFI, *20 Minutes*, BFM-TV... ont traité de cette question sensible, aussi abordée par des médias féminins comme *Terra Femina* ou *Marie-Claire*.

Le port du voile obligatoire en Gambie pour les femmes fonctionnaires – plusieurs titres d'importance ont soulevé cette actualité, comme *Le Monde*, *La Croix*, *Madame Figaro* ou RFI.

Les femmes aux urnes en Arabie Saoudite – de nombreux titres ont parlé de ce sujet : *L'Express*, *Le Point*, *Le Monde*, *Le Parisien*, le Huffington Post, *L'Obs*, RFI...

Décès de 5 femmes enceintes en Italie – cette actualité a été relatée par *L'Express*, *Le Parisien*, *20 Minutes*, BFM-TV...

Meurtres et disparitions de femmes autochtones (amérindiennes) au Canada – sujet relayé par RFI, *Le Parisien*, France Info, *Les Inrocks*, France TV Info, *L'Obs*...

Dans la quasi-totalité de ces sujets, les femmes sont des victimes, en particulier des victimes de violences sexuelles. On peut même noter dans certains articles une fascination complaisante et morbide pour la représentation des femmes violées, et sa forme extrême, l'esclavage sexuel¹. Il est évidemment important que les médias ne taisent pas les terribles sévices que les femmes subissent partout dans le monde, mais la récurrence de l'angle choisi, le statut de victime des femmes, est problématique. Les femmes se battent également pour défendre leurs droits au sein des territoires où elles vivent, mais ceci n'est guère médiatisé.

Les articles sont également nombreux pour commenter la situation des droits des femmes - avec un focus quasi exclusif sur des pays de confession musulmane - mais pas leurs combats pour ceux-ci. Là encore, les femmes ne sont donc pas présentées comme actrices des sujets internationaux. Une exception aurait pu être l'événement constitué par le premier vote des femmes en Arabie Saoudite en décembre dernier, mais dans la plupart des articles l'accent est davantage mis sur les raisons politiques pour le pouvoir (masculin) d'octroyer ce droit que sur l'utilisation qui en est faite par les femmes et sur leurs mobilisations.

Et pourtant, les événements où les femmes se montrent réellement actrices dans des luttes pour leurs droits ne manquent pas. La Marche mondiale des femmes 2015 en est un parfait exemple. La recherche effectuée indique que cette marche internationale de lutte pour les droits des femmes, qui a lieu tous les cinq ans, n'a connu presque aucun écho dans la presse nationale. Seuls quelques quotidiens régionaux en ont fait mention quand elle passait dans leur région, comme *Sud-Ouest* ou *La Nouvelle République*. Pas assez vendeur, sans doute.

[1] Voir à ce sujet sur notre site : « Quand un viol fait le « buzz » : un malsain mélange des genres *made in Inrocks* ».

L'IRRÉSISTIBLE TRIOMPHE DU THÉORÈME DE JEAN-PIERRE PERNAUT?

« Le journal de 13 h est le journal des Français, qui s'adresse en priorité aux Français et qui donne de l'information en priorité française. Vous voulez des nouvelles sur le Venezuela? Regardez la chaîne vénézuélienne. Sur le Soudan? Regardez les chaînes africaines ». L'auteur de cette célèbre déclaration n'est autre que Jean-Pierre Pernaut, au cours d'une interview accordée à Télérama en décembre 1998. Le tableau que nous venons de dresser, qui témoigne d'une préoccupation de plus en plus aléatoire, de la part des grands médias, vis-à-vis de l'information internationale, semble en partie donner raison au présentateur du JT de 13 h de TF1 — à cette réserve près que si les JT vénézuéliens ou soudanais sont de la même facture que ceux de Jean-Pierre Pernaut, on risque de ne pas y apprendre grand-chose sur ces pays... Plus sérieusement, il importe au contraire d'affirmer que cette dégradation n'est pas un phénomène irréversible, à condition toutefois de le prendre au sérieux et de se doter des moyens nécessaires pour le combattre.

En premier lieu, le constat d'ensemble proposé ici mérite sans doute d'être nuancé: il existe aujourd'hui encore, y compris dans certains médias dominants (notamment en presse écrite), des journalistes géographiquement spécialisés qui produisent une information de qualité. Mais ils sont de plus en plus isolés, tant au sein de la profession que dans leur propre rédaction, et leur travail rigoureux est trop souvent noyé dans la médiocrité des points de vue des éditorialistes et autres « généralistes spécialistes ». Combien de clichés sur l'Afrique et ses incompréhensibles « guerres ethniques » pour un article ou un reportage analysant les dynamiques sociales, politiques et économiques à l'œuvre sur le terrain? Combien d'éditoriaux sur le « cycle de la violence » entre Israël et les Palestiniens pour un article ou un reportage contextualisant les « violences » et fournissant des clés de compréhension quant aux réels enjeux du « conflit »? Combien de « unes » tapageuses sur la « folie terroriste » pour un article ou un reportage tentant d'exposer des explications rationnelles (qui ne sont pas des « excuses ») au développement de tel ou tel groupe armé?

L'existence de ces journalistes et de leur travail est la preuve qu'il n'y a aucune fatalité à la mal-information sur les questions internationales. Mais, pour redresser la barre, les chantiers sont nombreux, à commencer par la mise en place d'un véritable service public de l'information et de la culture, extrait des logiques concurrentielles, la lutte sans relâche contre les phénomènes de précarisation des journalistes, la dénonciation des conflits d'intérêts manifestes quand de grands groupes capitalistes sont à la fois propriétaires de grands médias et acteurs engagés dans les « affaires étrangères », vendant des armes à certains protagonistes des conflits ou obtenant des marchés publics auprès d'États peu désireux que des médias relatent leurs pratiques quotidiennes. Une bataille de longue haleine sans doute, mais une bataille indispensable, afin de ne plus être victimes de cette pseudo-information internationale qui en dit long sur l'état du paysage médiatique, mais finalement assez peu sur l'état réel du monde.

Aux États-Unis aussi...

L'une des conséquences des difficultés économiques de la presse américaine et de la recherche du profit à tout prix est que le domaine étranger est moins bien couvert, avec moins de pages et moins de correspondants : leur nombre total est passé ces dernières années de 2 500 à 250. Plusieurs journaux importants, comme par exemple le Baltimore Sun, ont fermé leur dernier bureau à l'étranger. Même le New York Times, le journal qui a sans doute le plus grand nombre de correspondants à l'étranger, a décidé de fermer son bureau de Paris qui couvrait les questions culturelles européennes, animé depuis des années par l'excellent Alan Riding. Elle et loin l'époque où chaque semaine le Times Book Review consacrait une place importante à la littérature européenne.

Parallèlement, lorsque les chaînes de télévision ont décidé il y a quelques années que les émissions d'information devaient être des centres de profit comme les autres, elles ont réduit leur couverture à l'étranger. Le résultat de ces coupes est apparu de façon spectaculaire lors de la guerre d'Irak : comme je l'ai indiqué dans Le contrôle de la parole, le gouvernement était d'autant plus à l'aise pour raconter des mensonges à la presse américaine qu'il y avait moins de reporters pour répercuter ce qui se disait dans les autres pays. Bien qu'il n'existe pas de données chiffrées sur le sujet, je pense que la baisse du lectorat en Amérique est en partie liée à cet échec et à la désillusion qu'il a entraînée. Pendant la guerre du Vietnam, qui fut largement et honnêtement couverte, je ne sache pas que la presse ait perdu des lecteurs ni la télévision des spectateurs.

André Schiffrin, *L'argent et les mots*,
Paris, La Fabrique, 2010, p. 68-69.

[1] Dominique Marchetti, « Les transformations du traitement de la "politique étrangère" dans les chaînes de télévision françaises grand public », dans Lionel Arnaud et Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 49-77.

[2] Emmanuel Schwartzberg, « TF1 ferme son bureau de Rome », 4 janvier 2012.

[3] « Vies de pigistes au Liban », <http://www.acrimed.org/Vies-de-pigistes-au-Liban>, également publié dans le numéro 11 de *Médiacritique(s)*.

[4] « Informer sur le Proche-Orient: le syndrome de Tom et Jerry », sur <http://www.acrimed.org/Informer-sur-le-Proche-Orient-le-syndrome-de-Tom-et-Jerry>. Également publié dans le numéro 3 de *Médiacritique(s)*.

[5] Voir par exemple, dans ce dossier, l'article consacré à Olivier Ravanello d'i>Télé.

[6] Dominique Marchetti, *op. cit.*

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE DANS LE « PETIT JOURNAL » : VOUS AVEZ DIT « INFORMATION » ?

Le « Petit Journal », diffusé chaque soir de la semaine sur Canal plus, propose régulièrement des sujets d'information internationale, avec en vedette, depuis deux ans et demi, le reporter Martin Weill, dont le rôle est, selon ses propres termes, de « couvrir l'actualité partout dans le monde »¹.

Informé sur l'international? Noble préoccupation. Au vu du francocentrisme des télévisions françaises, on ne peut en effet que se réjouir, a priori, de la volonté affichée par le « Petit Journal », depuis 2013, de consacrer le temps et de mettre les moyens nécessaires à la réalisation de reportages aux quatre coins du monde.

Mais malheureusement, les nobles intentions ne suffisent pas toujours, et le cas du « Petit Journal » est à cet égard emblématique. Car le moins que l'on puisse dire est qu'une étude un tant soit peu attentive du type d'« information internationale » proposé dans le programme présenté par Yann Barthès nous révèle que cette information est loin d'être satisfaisante, et c'est un euphémisme.

TROUBLANT MÉLANGE DES GENRES

Le « Petit Journal » est une émission d'infotainment, qui entend mêler information et divertissement, sketches et reportages « sérieux », parodies et interviews de responsables politiques, sujets d'actualités et vignettes humoristiques, sujets « actu » et sujets « people », etc. L'objet de cet article n'est pas de discuter en profondeur les implications de ce type d'émission², mais de questionner la place qu'occupent des sujets d'actualité internationale au sein d'un tel dispositif télévisuel, et dans quelle mesure la nature de l'émission influe sur les sujets eux-mêmes.

En ce qui concerne la première interrogation, nulle surprise : les reportages internationaux s'insèrent dans le dispositif général de l'émission, ce qui ne manque pas de provoquer, parfois, un certain trouble. En effet, quelle que soit la gravité des sujets évoqués dans les reportages de Martin Weill (guerres, situation des réfugiés, conflits, violences policières ou militaires, etc.), ceux-ci sont inmanquablement « pris en sandwich » entre des séquences à vocation humoristique. Par exemple :

- Le 18 décembre 2015, le reportage de Martin Weill consacré à la question du port d'armes aux États-Unis (et de ses tragiques conséquences) est inséré au milieu d'une interview de Michael Kael et Jules-Édouard Moustic (de l'émission satirique « Groland »), autant dire entre une blague potache et un fou-rire.

- Le 28 octobre 2015, le reportage réalisé en Israël et dans les territoires palestiniens au sujet de l'hypothèse d'une « troisième Intifada » est précédé d'un « live » du groupe musical Pentatonix. Ce qui donne l'enchaînement suivant : « **Une pause musicale fait du bien parfois [applaudissements]. Depuis un mois les affrontements entre Palestiniens et Israéliens ont fait plusieurs dizaines de morts...** » Et après la « troisième Intifada », le « Petit Journal » enchaîne avec... la dernière « petite phrase » de Nadine Morano.

- Le 8 octobre 2015, le sujet de Martin Weill sur la situation en Syrie est précédé d'un reportage sur la campagne régionale de Jean-Yves Le Drian, alimenté de plaisanteries reprenant les divers clichés sur la Bretagne. Ce qui donne cette fois : « **Qui gagnera : le biniou, ou l'Élysée? Mystère! [rires et applaudissements] En Syrie, les bombardements s'intensifient. Martin Weill est justement en Syrie.** » Le reportage dans la ville kurde de Kobané est en outre interrompu par une page de publicité, lancée en plateau par Yann Barthès : « **On retrouve Martin dans deux minutes et on continue avec l'Instant président [séquence humoristique], la Fashion Week [séquence mode] et les Salut c'est cool [invité musical]** ».

- Le 9 septembre 2015, le reportage consacré au parcours des migrants qui tentent de fuir le Moyen-Orient pour rejoindre l'Europe est précédé d'une page de publicité et suivi d'un sujet consacré aux dernières actualités de... la reine d'Angleterre.

Mêler humour et information « sérieuse » n'est pas nécessairement un problème. Mais il peut le devenir lorsque des questions internationales particulièrement tragiques sont présentées de la sorte, au sein d'une émission dont l'une des recettes est le rapide enchaînement des séquences (pour « donner du rythme ») et un va-et-vient permanent entre des sujets et des registres qui n'ont rien à voir entre eux, au risque de semer la confusion et de noyer les sujets « sérieux » dans un océan de divertissement. Un tel dispositif sert-il les reportages consacrés à des événements marquants de l'actualité internationale? Nous nous permettons d'en douter. *A fortiori* lorsque les reportages eux-mêmes sont « contaminés » par les recettes de l'émission, notamment les raccourcis et les caricatures destinés à faire rire tout en prétendant informer.

FAIRE RIRE... AU DÉTRIMENT DE L'INFORMATION?

Disons-le sans détour: une large part des reportages internationaux du « Petit Journal » ne tombent pas directement dans les travers du mélange des genres. Martin Weill et ses équipes ne cherchent pas systématiquement à manier l'ironie, encore moins à faire rire le téléspectateur, notamment lorsqu'ils traitent de questions particulièrement « difficiles ». Mais l'honnêteté nous amène également à constater que l'écueil consistant à privilégier le divertissement à l'information (tout en prétendant informer) n'est pas toujours évité.

Ainsi en va-t-il par exemple, dans la période récente, de certains reportages consacrés à l'élection présidentielle aux États-Unis. Les équipes du « Petit Journal » ont à cette occasion réalisé un jingle vidéo, dans lequel défilent rapidement plusieurs images sur fond de musique rock: la Maison blanche, des grosses voitures, du rodéo, des jeunes femmes en bikini, du football américain, une mini-miss, un homme qui mange un énorme hamburger, un bodybuilder, des individus s'exerçant au fusil automatique, et l'acteur Chuck Norris. Soit à peu près tous les clichés sur les États-Unis... Un jingle humoristique? Pourquoi pas! Le problème est que le traitement proposé par Martin Weill des élections états-uniennes dans les reportages eux-mêmes est parfois tout aussi stéréotypé.

Exemple parmi bien d'autres, le 15 septembre dernier, un reportage était consacré à un meeting de Donald Trump, candidat à la primaire républicaine, au cours duquel le principal absent était... le meeting de Donald Trump. Dans la première partie du sujet, la parole est « donnée » aux électeurs de Trump avant le meeting. Les guillemets s'imposent ici tant ces électeurs sont en réalité tournés en dérision par les commentaires et le montage, ainsi que par les « questions » de Martin Weill qui, quand il ne leur demande pas de « définir Trump en un mot », les invite à commenter en quelques secondes de courtes phrases (particulièrement brutales) de leur candidat.

On apprendra en outre que l'on peut acheter du pop-corn quand on va assister à un meeting de Donald Trump, que la réunion publique de Dallas à laquelle Martin Weill s'est rendu se tient dans la même salle que celle où joue habituellement l'équipe professionnelle de basket de la ville et que les organisateurs ont distribué des drapeaux des États-Unis aux spectateurs.

C'est au bout de 4'40 que les premières images de Donald Trump en meeting nous sont proposées. Mais, alors que Martin Weill nous annonce que « *c'est parti pour une heure de show à l'américaine* », les seules phrases de Trump que l'on entendra sont: « *Si vous aimez les médias, applaudissez-les, et si vous ne les aimez pas, huez-les* » et « *Rendons à l'Amérique sa grandeur* » (le slogan de campagne de Trump). Soit 5 secondes au total sur un sujet de 5'30. Et, lorsque Martin Weill a l'occasion de poser une question au candidat, voici ce qu'il lui demande:



No comment.

Qu'aura-t-on appris au final? Pas grand-chose... Et le pire est à venir avec l'échange qui suit le reportage et clôt la séquence: — Yann Barthès: « *Martin, un dernier truc qui me dérange, tu t'es approché à moins d'un mètre de Donald Trump, première question: sa peau est exactement de quelle couleur? On est sur du jaune, de l'orangé, c'est quoi exactement?* »

— Martin Weill: « *Bah écoute on a eu un très long débat avec Clément, pour tout te dire un débat assez violent et finalement on s'est mis d'accord sur une nuance de couleur très précise: le jaune-orangé.* »

— YB: « *Très bien. Deuxième question, les cheveux on est sur de la mousse, un animal mort, un élément végétal?* »

— MW: « *Bah malheureusement on n'a pas pu toucher donc le mystère reste entier, peut-être qu'on saura la prochaine fois.* »

— YB: « *Merci, Martin.* »

Merci... ou pas. Rire ou ironiser à propos de certains événements internationaux? Pourquoi pas. Mais dans ce cas précis, inutile de prétendre que l'on informe... Problème supplémentaire: c'est le même Martin Weill qui présentera avec gravité le conflit syrien ou les risques pris par les migrants en Méditerranée — et ces reportages ont le même statut que ses autres sujets internationaux et figurent dans la même rubrique sur le site de l'émission. Un mélange des registres qui, de nouveau, a une fâcheuse tendance à desservir les sujets plus « sérieux »...

VITESSE OU PRÉCIPITATION?

Car les reportages internationaux du « Petit Journal », au-delà de ces travers, mettent souvent en lumière des situations peu ou mal connues, livrant parfois des témoignages rarement entendus et des images rarement vues, comme récemment dans les cas de la Syrie, de l'Iran ou des réfugiés du Moyen-Orient. Le problème est que cette originalité ne fait

pas toujours bon ménage avec le rythme effréné auquel les équipes du « Petit Journal » enchaînent les reportages, qui confère à Martin Weill le statut pour le moins problématique d'« envoyé spécial aux quatre coins du monde ». La liste de ses 37 (!) déplacements durant la saison 2014-2015 est à cet égard éloquente³:

25-28 août 2014: USA (Missouri)	19 janvier: Nigéria
2-3 septembre: Écosse	20-23 janvier: Grèce
8-11 septembre: Iraq	28 janvier-2 février: Syrie
15 septembre: Tunisie	10-13 février: Japon
23-26 septembre: Danemark	16 février: Danemark
1-3 octobre: Hong-Kong	27 février-6 mars: Tchad
10 octobre: Paris	16-20 mars: Inde
14 octobre: Syrie	24-27 mars: Tunisie
15 octobre: Turquie	6 avril: Irlande du nord
16 octobre: Syrie	7 avril: Allemagne
23 octobre: Belgique	13-17 avril: Kenya
29-30 octobre: Mexique	22 avril: Italie
2-5 décembre: USA (Silicon Valley)	30 avril-8 mai: USA (Baltimore)
8 décembre: USA (New York)	11 mai: Antilles françaises
16-18 décembre: Allemagne	25 mai: Espagne
5-14 janvier 2015: USA (Las Vegas)	1er juin: Hongrie
15 janvier: Grèce	17 juin: Iran
	18 juin: Tchad
	22-25 juin: USA (Colorado)

Nous le disions dans l'introduction de ce dossier: la disparition des correspondants permanents, et leur remplacement par des envoyés spéciaux, contribue à dégrader la qualité de l'information internationale, qui nécessite pour être fiable et sérieuse une bonne connaissance du pays sur lequel on entend informer. Symptôme de rédactions ayant progressivement fermé la plupart de leurs bureaux à l'étranger, Martin Weill incarne alors – jusqu'à la caricature – l'envoyé spécial obligé de se démultiplier pour pallier ces fermetures et ce rétrécissement à l'œuvre dans les grands médias. Or nul ne peut prétendre maîtriser, en l'espace de quelques jours, les enjeux de tel ou tel pays, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de pays dans lesquels la situation politique est particulièrement instable.

Le « Petit Journal » et son « envoyé spécial » Martin Weill prétendent pourtant informer avec sérieux et fiabilité – une responsabilité d'autant plus grande lorsqu'il s'agit de relater des événements peu couverts par la plupart des grands médias audiovisuels. Et malheureusement, ou logiquement serait-on tenté de dire, les reportages en question manquent cruellement de nuances, et versent souvent dans la simplicité, sinon les clichés. Ainsi en va-t-il de ces sujets où Martin Weill prétend « donner la parole » « à la jeunesse cubaine », « à la jeunesse iranienne », « aux Kurdes de Syrie », « aux migrants » ou même « aux électeurs de Donald Trump ». On parle pourtant de groupes pluriels, traversés de nuances ou de contradictions, dont on peut difficilement prétendre rendre compte dans un reportage de quelques minutes tourné en quelques jours par des journalistes ne connaissant pas, ou très peu, le pays.

Exemple parmi bien d'autres, le reportage réalisé en Iran, diffusé le 17 juin 2015, est annoncé ainsi par Yann Barthès: « **Comment vit-on en Iran? Fringues, musique, sport, hommes, femmes, jeunes, vieux, liberté d'expression, religion... Une semaine dans l'un des pays les plus fermés du monde: bienvenue dans le Petit Journal.** » Sont alors évoqués, dans l'ordre (et parfois en quelques secondes): l'encadrement des journalistes étrangers, la place de la religion, les interdits vestimentaires, les interdits culturels, la culture « underground », les restrictions de la liberté d'expression, la propagande anti-États-Unis et anti-Israël, et les condamnations d'opposants.

En d'autres termes, rien de bien original et, de toute évidence, des thématiques et des angles qui étaient dans la tête des journalistes avant qu'ils ne quittent la France: « *Le premier endroit dans lequel on est allés, c'est la mosquée* » (sic)... Quand bien même plusieurs témoignages présentent un intérêt certain, prétendre répondre à la question « Comment vit-on en Iran? » en ayant passé seulement quelques jours à Téhéran et sans évoquer, entre autres, le complexe système institutionnel, la variété des peuples iraniens, les rapports de forces politiques, la situation économique, les mobilisations sociales, le rôle et la place des universités, les relations avec les pays voisins, les rapports villes-campagnes, etc., n'est pas sérieux.

Comment s'en étonner? Ces raccourcis, manques de nuance et de complexité, clichés... deviennent parfois des approximations, voire des erreurs. C'est ainsi que l'on apprend, toujours à propos de l'Iran, lors de la présentation du pays, qu'il a des frontières « avec l'Iraq et l'Afghanistan ». Certes. Mais il en a aussi avec le Pakistan, la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Turkménistan. Pourquoi parler seulement de l'Iraq et de l'Afghanistan? Mystère. On apprend également qu'il est « interdit d'organiser un concert » en Iran. Voilà qui mériterait d'être clarifié: il est nécessaire d'obtenir des autorisations, souvent très difficiles, et il arrive fréquemment que des concerts soient arbitrairement annulés par les autorités, mais prétendre qu'il est « interdit d'organiser un concert » est, au mieux, une approximation et, au pire, une contre-vérité.

Le 27 octobre 2015, Martin Weill propose un reportage en Israël et dans les territoires palestiniens. Le lancement de Yann Barthès commence ainsi: « *Le mot qui fait peur en ce moment c'est celui-ci [intifada]: ce mot est dans le dictionnaire, une intifada est "dans les pays arabes une révolte populaire menée contre un régime oppresseur", c'est la définition du Larousse. Il y a eu deux Intifadas, dans les années 1990 puis au début des années 2000, ce qu'on a appelé l'Intifada des pierres.* » Un drôle de gloubi-boulga, puisque la première Intifada date de 1987 (et non des années 1990) et la seconde de septembre 2000, et que c'est la première (et non la seconde) qui a été appelée « guerre des pierres ». Notons toutefois que Yann Barthès ne s'est pas, ce jour-là, emmêlé les crayons dans les noms de lieux, contrairement à ce qui s'est passé le 10 novembre lorsque l'animateur a confondu le nom officiel de la Birmanie (Myanmar) et l'ex-capitale Rangoun.

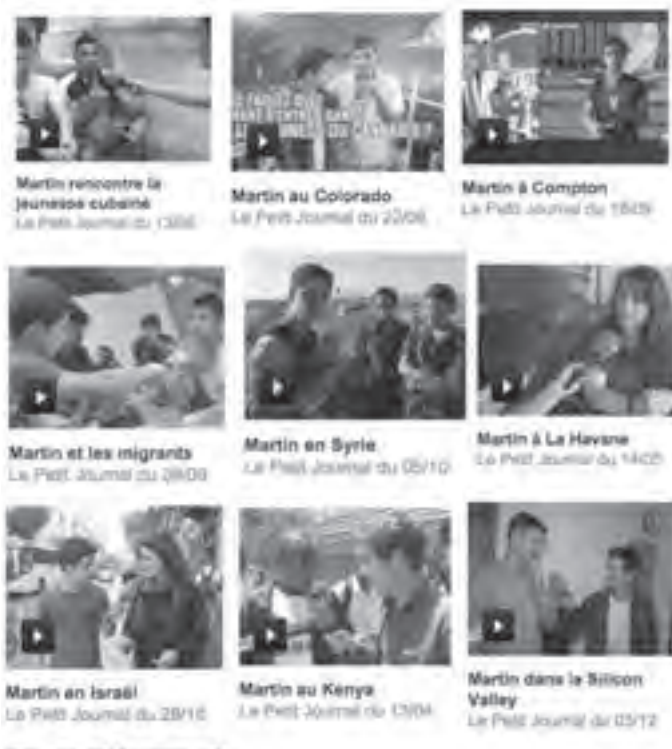
Nous avons déjà relevé, en octobre 2013⁴, d'autres contre-vérités lors d'un reportage consacré à la criminalité dans la ville de Ciudad Juarez, au Mexique, où l'on apprenait que

« les règlements de compte ont fait depuis quatre ans près de 11 000 morts dans la ville, soit plus que la guerre en Iraq ». Or la guerre en Iraq avait déjà fait, à l'époque, des centaines de milliers de morts (et même si l'on considérait que l'on parlait du nombre de morts en Iraq « depuis 4 ans » — donc depuis 2009 —, celui-ci était largement supérieur à 11 000). Simple erreur ou volonté de mieux vendre son sujet? Peut-être un peu des deux... Comme dans le cas d'un « petit » bidonnage en septembre 2013, avec la diffusion d'une interview d'un militant homosexuel russe évoquant une agression dont il avait été victime, illustrée d'une vidéo... d'une autre agression, plus spectaculaire, survenue plusieurs semaines auparavant⁵.

Nous pourrions multiplier les exemples de ces clichés, approximations et erreurs, conséquences logiques du principe de « l'envoyé spécial aux quatre coins du monde » qui, quand bien même il donne à voir, redisons-le, des situations et des témoignages d'un intérêt indéniable, ne permet pas au téléspectateur de saisir les véritables enjeux et la complexité de telle ou telle situation. Un phénomène tellement évident, y compris, probablement, pour les journalistes du « Petit Journal » eux-mêmes, que l'on peut se demander si l'information est véritablement au centre des préoccupations de ces journalistes.

MARTIN, REPORTER

La question peut paraître abrupte, mais elle est incontournable au vu des éléments étudiés jusqu'ici, mais aussi (et surtout) au vu de la mise en scène de ces reportages internationaux et de leur présentation par le « Petit journal ». Un coup d'œil au site de l'émission donne ainsi un premier indice, avec l'omniprésence du reporter Martin Weill, non seulement dans les illustrations mais aussi dans les intitulés. Florilège :



En attendant Martin et les Picaros, Martin au Congo et Martin au pays de l'or noir?

Plaisanterie mise à part, il apparaît que le véritable « héros » de l'actualité internationale est Martin Weill lui-même. Impression confirmée par le contenu des reportages, durant lesquels « Martin » est là encore omniprésent. Ainsi, lors des interviews, le journaliste est systématiquement à l'écran, au premier plan et, dans la quasi-totalité des cas, il occupe plus d'espace que celui ou celle à qui il tend son micro :



En réalité, les équipes du « Petit Journal » ne filment pas des situations et des individus, mais « Martin » dans ces situations ou « Martin » en compagnie de ces individus. Ainsi, lorsque des réfugiés embarquent dans un canot pour tenter de traverser la Méditerranée, « Martin » mouille la chemise – et le pantalon – pour apparaître, à l'image, à côté du bateau, même s'il ne montera évidemment pas dedans :



Idem lorsque sont cités des documents signés de Daech :



Nous avons réalisé des chronométrages qui confirment largement cette impression visuelle. Sur un échantillon de 10 reportages (entre 4 et 7 minutes environ), Martin Weill apparaît à l'image, en moyenne, environ 75 % du temps. Par exemple :

- Le 13 mai 2015 (reportage à Cuba) : 3'25 sur 4'15 (80 %).
- Le 7 septembre 2015 (reportage en Turquie avec les migrants) : 4'05 sur 6'15 (65 %).
- Le 7 octobre 2015 (reportage en Syrie) : 3'15 sur 4'20 (75 %).

Etc.

Quelle est la valeur ajoutée, du point de vue de l'information, de cette omniprésence ? Aucune. Et elle est tellement systématique qu'il ne peut en aucun cas s'agir d'un incident : nous parlons ici d'une mise en scène – probablement destinée à renouveler le genre « reportage international » en le rendant plus « vivant » – qui valorise sciemment le journaliste, héros récurrent de la rubrique, en toutes circonstances, y compris si cela doit se faire au prix d'un appauvrissement de l'information. Un choix éditorial fort discutable, *a fortiori* quand les situations dans lesquelles « Martin » est mis (se met) en scène sont souvent des situations particulièrement tragiques.

Le 27 décembre 2015, une « spéciale » du « Petit Journal » était diffusée, avec en vedette Martin Weill lui-même, qui a ouvert l'émission dans le rôle du présentateur. En nous disant, en premier lieu, ceci : « Depuis deux ans et demi, mon boulot c'est de couvrir l'actualité partout dans le monde. Avec Félix Seger, Clément Brelet et Arnaud Bouju on a tourné des centaines de reportages, on a été dans plus de 80 endroits différents. [...] En tout on a passé 812 heures et 55 minutes en avion, soit l'équivalent de 33 jours d'affilée passés dans les airs, et on a parcouru 553 803 kilomètres, soit 14 fois le tour du monde. Ça fait beaucoup. Entre deux avions, on a été partout où l'actualité l'exigeait, on a évidemment couvert les grands conflits de ces dernières années, on a aussi vécu des moments historiques plus joyeux, comme la Coupe du monde au Brésil

en 2014, on a fait des interviews avec des chefs d'État, enfin on a essayé en tout cas, on a même interviewé un ou deux jeunes artistes pas très très connus [images de Martin Weill interviewant le célèbre chanteur Pharrell Williams]. »

Soit, une fois de plus, une mise en scène de ses propres « performances »...

Martin Weill et ses équipes sont, il est vrai, régulièrement confrontés à des situations difficiles, voire dangereuses, et ils n'hésitent pas à prendre des initiatives et des risques pour rapporter images et témoignages originaux, contrairement à certains experts qui glosent depuis les studios parisiens sur à peu près tous les sujets d'actualité internationale. Mais le « terrain » ne fait pas tout, et la séquence « information internationale » du « Petit Journal » est finalement à l'image de l'émission elle-même : absence de frontière claire entre information et divertissement (au détriment de la première), priorité accordée à la quantité et non à la qualité, recours (volontaire ou non) aux clichés, raccourcis et approximations, mise en récit et mise en scène destinées à valoriser le journaliste, etc. C'est ainsi que l'information elle-même est bien souvent reléguée au second plan, emportée par le flot des séquences que le « Petit Journal » enchaîne à un rythme toujours plus effréné.

[1] Émission « best of » du 27 décembre 2015.

[2] On pourra se référer ici à l'ouvrage *La politique sur un plateau*, de Pierre Leroux et Philippe Riutort, paru en 2013 aux Presses universitaires de France, ainsi qu'à plusieurs articles publiés sur notre site, parmi lesquels « "Le Grand journal" sur Canal Plus : comment transformer la politique en spectacle ».

[3] Les dates sont celles de la diffusion des reportages (d'après Wikipédia).

[4] Voir sur notre site : « Canal + ou Canal - ? "Petit Journal", grosses désinvoltures ! ».

[5] Voir à ce propos, sur le site d'Arrêt sur images, Sébastien Rochat, « Russie/Gays : Le Petit journal s'emmêle dans les manifs », 4 septembre 2013.



ISRAËL/PALESTINE : LES INEPTIES DU « SPÉCIALISTE » D'I-TÉLÉ

En juin 2014, une opération militaire israélienne de grande ampleur était déclenchée en Cisjordanie, avec pour objectif affiché de retrouver trois jeunes Israéliens enlevés dans la région d'Hébron. Même si elle ne fit pas, dans un premier temps, les gros titres, cette intervention donna toutefois lieu à quelques reportages et éditoriaux, dont celui, le 17 juin, d'Olivier Ravanello, « spécialiste des questions internationales » sur i>Télé. Un véritable modèle du genre, qui donne à voir – en à peine quatre minutes – à quel point les « experts » des « questions internationales », qui aiment s'écouter gloser sur tout et n'importe quoi, peuvent multiplier les erreurs, imprécisions, et raccourcis, quitte à sacrifier l'information sur l'autel de leur statut de « spécialiste » autoproclamé.

DÉMARRAGE EN FANFARE

Dès le début de sa chronique, Olivier Ravanello fait montre de sa grande connaissance des territoires palestiniens et de leur histoire récente : « 2500 hommes sont sur le terrain, c'est la plus grosse opération militaire au sol engagée en Cisjordanie par Tsahal depuis 2005, depuis la seconde intifada et cette opération Rempart ». Léger problème : la « seconde intifada » date de 2000 et non de 2005. Cette date correspond-elle, dans l'esprit de notre chroniqueur, à l'opération Rempart ? Mais dans ce cas-là aussi c'est raté, puisqu'elle a été déclenchée en mars... 2002.

Et Ravanello poursuit : « En 2005 [2002, donc] Israël avait quasiment ratissé toutes les villes de Cisjordanie, avait passé au peigne fin maison après maison pour éradiquer les groupes armés liés au Hamas qui avaient mené une vague d'attentats. » Le « peigne fin » n'est probablement pas la meilleure expression pour évoquer l'opération Rempart, celle-ci ayant entraîné la mort de dizaines de civils palestiniens et s'étant traduite par un recours massif aux bulldozers blindés israéliens, avec notamment des quartiers entiers rasés dans le camp de réfugiés de Jénine. Amnesty International estimait alors

que « certaines actions commises par les FDI [Forces de défense israéliennes] dans le cadre de l'opération Rempart constituaient des crimes de guerre. [...] Il s'agit notamment d'homicides illégaux, d'actes de torture et de mauvais traitements sur la personne de prisonniers, de destruction injustifiée de certaines d'habitations alors que, dans certains cas, les résidents se trouvaient encore à l'intérieur, du blocage des ambulances et de la privation d'aide humanitaire, ainsi que de l'utilisation de civils palestiniens comme boucliers humains ». Non, le peigne n'était décidément pas très fin.

« MAHMOUD BARGHOUTHI »

Puis, Olivier Ravanello précise que l'opération Rempart visait aussi à « éradiquer les groupes [armés] liés au Fatah, il y avait notamment les Tanzim qui étaient dirigés à l'époque par l'étoile montante du Fatah, Mahmoud Barghouthi ». Dans la précipitation, Ravanello semble ne pas avoir bien relu sa fiche, puisque le prénom du Barghouthi évoqué ici est Marwan et non Mahmoud¹... Embarrassant quand on se présente comme « spécialiste des questions internationales » et que l'on parle de l'une des principales figures de la vie politique palestinienne... On passera sur le cliché « étoile montante

du Fatah », une organisation dont Barghouthi était alors membre depuis près de 30 ans et, surtout... secrétaire général depuis presque 10 ans, et on se concentrera sur l'évocation des « groupes [armés] liés au Fatah, notamment les Tanzim ». Olivier Ravanello reprend ici l'un des poncifs favoris des spécialistes improvisés de la question palestinienne, en parlant des « Tanzim » comme de « groupes armés » liés au Fatah. Or le « Tanzim » ne désigne pas une branche armée du Fatah, ou un courant radical du mouvement : le Tanzim n'est, ni plus, ni moins, que le terme courant, dans les territoires palestiniens, pour désigner les structures militantes du Fatah. Pour la gouverne de notre expert : les groupes armés liés au Fatah se nommaient à l'époque (et se nomment toujours) Brigades des martyrs d'al-Aqsa.

Après ce brillant détour truffé d'erreurs, le commentateur revient à « l'opération » actuelle, et explique : « Le Hamas est présenté comme le responsable de ces enlèvements même s'ils n'ont pas été revendiqués mais ce n'est pas très étonnant, en général il n'y a pas de revendication. » Reprenons : le Hamas est « présenté » (par qui ?) comme responsable de l'enlèvement des trois Israéliens ; il n'a pourtant pas affirmé être à l'origine de ce rapt ; mais

sa culpabilité ne semble faire aucun doute pour le « spécialiste » car « *en général il n'y a pas de revendication* ». À quoi Olivier Ravanello fait-il référence lorsqu'il emploie le terme « en général » ? Aux enlèvements d'Israéliens par des Palestiniens, sans doute. Mais en ce cas l'inspecteur Ravanello s'égare complètement : depuis 1988 (année de création du Hamas), il n'y a eu que deux enlèvements d'Israéliens par des Palestiniens : celui du caporal Shalit en 2006 et « l'affaire » actuelle. Donc point de « généralité ». A fortiori lorsque l'on sait que le rapt de Shalit a été revendiqué conjointement par les Brigades Izz al-Din al-Qassam (liées au Hamas), les Comités de résistance populaire et un troisième groupe armé. En somme, déclarer qu'« *en général il n'y a pas de revendication* » est une double erreur. Ou alors peut-être que le « en général » incluait d'autres types d'actions palestiniennes ? Encore raté. Il faut qu'Olivier Ravanello révise ses leçons : depuis 50 ans, et à de très rares exceptions près, les actions armées palestiniennes ont toujours été revendiquées par les groupes qui en étaient à l'origine...

PRENDRE DE LA HAUTEUR ET TOMBER PLUS BAS

Puis, après avoir décrit factuellement l'opération en cours (déclarations israéliennes, arrestations, etc.), Ravanello prend de la hauteur en insistant sur sa « dimension politique » : « *Il y a en effet dans cette opération militaire israélienne le risque de fragiliser un édifice qui était encore très jeune et très bancal, celui de la réconciliation palestinienne, après des années de clivage ou en gros vous aviez d'un côté la bande de Gaza, qui était contrôlée par le Hamas, et de l'autre côté la Cisjordanie qui était sous autorité de Mahmoud Abbas et de l'OLP [...]* ». Ici, le buzzer à erreur sonne à nouveau. Évoquer les effets de l'opération en cours sur la « réconciliation palestinienne », pourquoi pas. Mais c'est bien méconnaître la situation régionale que d'affirmer que « *la Cisjordanie* » serait « *sous autorité de Mahmoud Abbas* ». La Cisjordanie est un territoire occupé par Israël, et elle est sous autorité d'Israël. Il est vrai qu'en son sein, quelques zones éparses, dites « zones autonomes », sont formellement sous

autorité palestinienne relative. Mais dans la mesure où ces zones représentent moins de 20 % de la Cisjordanie et que l'État d'Israël se réserve le droit d'y exercer son autorité quand il le souhaite (comme il le fait actuellement), il paraît difficile d'affirmer que « *la Cisjordanie* » serait « *sous autorité* » de Mahmoud Abbas, à moins de vouloir nier l'occupation civile et militaire israélienne... On rappellera d'autre part à Olivier Ravanello que l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) n'exerce quant à elle aucune autorité directe sur aucune zone de Cisjordanie, puisque les zones autonomes sont confiées à l'administration de l'Autorité palestinienne (AP), une structure distincte politiquement et organisationnellement de l'OLP.

LES FAITS SONT TÊTUS

Et Olivier Ravanello de poursuivre au sujet de la « réconciliation » : « *[Elle] était un préalable indispensable pour une reprise des discussions et des pourparlers de paix parce qu'évidemment Israël et Netanyahu avaient beau jeu de dire "À quoi bon discuter avec Abbas ? Il ne représente que la moitié des Palestiniens, l'autre moitié ne se sentira pas engagée si un accord est trouvé, il ne le suivra pas, d'autant que l'autre moitié est encore plus radicale et c'est celle du Hamas donc inutile d'aller à des réunions internationales sous le parrainage de John Kerry." À présent qu'un nouveau gouvernement et que les Palestiniens parlaient d'une seule voix [sic], une possibilité de reprendre un dialogue de paix et des négociations était envisageable.* »

Ici, Olivier Ravanello parle en grande partie « comme si » c'était le gouvernement israélien qui s'exprimait. Mais dans la mesure où il se prête avant tout à un exercice rhétorique et que c'est lui qui invente les propos en question, on peut se permettre de lui faire quelques remarques. La réconciliation, « *un préalable indispensable pour une reprise des discussions et des pourparlers de paix* » ? L'expert est-il au courant que les « *pourparlers de paix* » entre Israël et Abbas ont repris à l'été 2013, en l'absence de toute « réconciliation » entre les Palestiniens, et qu'ils se sont interrompus à la fin du mois d'avril 2014, juste après

ladite « réconciliation » ? Le spécialiste a-t-il remarqué que c'est précisément la « réconciliation » qui a été montrée du doigt par les autorités israéliennes, qui ont affirmé à de multiples reprises qu'« Abbas a choisi le Hamas, et non la paix » ? Comment le si bien informé Olivier Ravanello peut-il affirmer qu'avec la « réconciliation », « *une possibilité de reprendre un dialogue de paix et des négociations était envisageable* », alors que c'est exactement le contraire qui s'est produit ?

On peut certes constater qu'à de nombreuses reprises par le passé, le gouvernement israélien a accusé Abbas d'être peu légitime pour parler au nom de tous les Palestiniens, afin de l'affaiblir encore un peu plus dans le cadre des « négociations ». Mais de là à en déduire, contre toute l'histoire récente et contre tous les faits, qu'une « union nationale » palestinienne constituerait un élément que l'État d'Israël apprécierait positivement et qui le convaincrerait de dialoguer avec un Abbas plus représentatif, il y a un fossé, ou plutôt un mur. C'est en effet faire preuve d'une méconnaissance profonde des réalités des rapports entre Israël et les Palestiniens, doublée d'une naïveté à l'égard d'un gouvernement israélien qui montre tous les jours son refus de toute « négociation » sérieuse avec les Palestiniens, que de croire et laisser croire qu'avant l'opération israélienne en cours, une « reprise des négociations » était possible.

Qu'elles soient dues à l'ignorance ou à la naïveté, ces erreurs et ces imprécisions donnent en tout cas un sentiment de grande confusion, et nuisent gravement à l'information des téléspectateurs. Cela ne saurait cependant gêner un « spécialiste », dont l'assurance avec laquelle il profère ces absurdités semble inversement proportionnelle à sa connaissance des réalités dont il parle depuis Paris.

[1] Trois autres Barghouthi sont également des acteurs de premier plan sur la scène politique palestinienne : l'un d'entre eux est une figure du milieu des ONG (Bachir), l'autre un représentant de la gauche (Mustapha), et le troisième un des principaux animateurs de la campagne de boycott d'Israël (Omar). Mais de Mahmoud, point.

LEXIQUE MÉDIATIQUE DE LA GUERRE DE LIBYE

Toutes les informations ne relèvent pas de la propagande ou ne se réduisent pas à de la propagande. Et la propagande ne consiste pas seulement (ni parfois principalement) en mensonges grossiers et délibérés ou en partis pris outranciers, cibles faciles pour la contre-propagande.

Ainsi, ce n'est pas rêver à une improbable « neutralité » ou à une très aléatoire « objectivité », que de souligner que les partis pris les plus insidieux se dissimulent derrière le vocabulaire apparemment le plus anodin.

En 2011, lors de l'intervention militaire en Libye, nous avons rédigé le « lexique » qui suit, faisant le constat d'une étonnante proximité entre les termes employés par nombre de journalistes et ceux des diplomates, dirigeants politiques et responsables militaires favorables à l'intervention contre le régime libyen.

« **Guerre** » — Se dit, dans le cas présent, le moins souvent possible, non seulement dans les déclarations des responsables politiques et militaires, mais sous la plume et dans la bouche de nombre de commentateurs. Comme dans nombre de guerres modernes, l'opération militaire actuellement menée en Libye porte un nom, peu repris il est vrai : « *Aube de l'Odyssée* ». Pourtant — qui peut le nier ? — cette guerre est une guerre.

« **Les alliés** » — Se dit, sans autre précision, des États engagés dans la guerre qui ne dit pas ou fort peu son nom. Ceux-ci peuvent être affublés de plusieurs autres désignations : « *la coalition* », « *le front anti-Kadhafi* », voire même « *les Occidentaux* » (par un lapsus fort peu diplomatique envers ceux qui ne le sont pas)... Mais « *alliés* » est l'un des termes le plus souvent employés, et l'un des plus significatifs :

« *Libye : les alliés mettent au point leur dispositif militaire* » (titre d'un article du *Figaro*, 18 mars) ; « *Libye : les alliés verrouillent le ciel* » (titre d'un article du *Midi-Libre*, 21 mars) ; « *La route d'Ajdabiah en partie rouverte par les alliés* » (site de *L'Express*, 20 mars) ; etc.

Lors de l'invasion de l'Irak déjà, l'attelage américano-britannique (flanqué de quelques troupes auxiliaires, mais « privé » de la France...), avait, comme nous le relevions alors, bénéficié de cette appellation. Elle vaut soutien à la guerre en cours : un soutien qui relèverait du débat public, s'il s'assumait comme tel au lieu de s'abriter derrière une référence historique qui renvoie à l'un des deux camps en présence lors de la Seconde Guerre mondiale. Chacun avouera que la comparaison est des plus osées, pour ne pas dire hasardeuse, quelle que soit l'ampleur des crimes commis par

le régime libyen. Rien ne nous garantit, devant l'abondance de la référence aux « Alliés », que Kadhafi ne nous sera pas présenté demain comme le nouvel Hitler. Ou, pour être plus exact, comme le nouveau nouveau nouvel Hitler. Contre lequel la mobilisation armée de la « *communauté internationale* » ne peut être contestée.

« **Communauté internationale** » — Se dit, indifféremment, des membres du Conseil de sécurité qui ont adopté la résolution, de ceux qui la soutiennent et de ceux qui, en s'abstenant, l'ont réprouvé. Cette expression semble désormais moins utilisée que lors de l'euphorie des premiers jours :

« *La communauté internationale montre sa solidarité avec le printemps arabe* » (site de *La Croix*, 20 mars) ; « *Kadhafi menace la communauté internationale* » (titre tout en nuance d'une dépêche publiée sur le site du *Point* le 19 mars) ; « *Dossier Libye : la communauté internationale décide d'intervenir* » (site de *Marianne*, 19 mars) ; etc.

Comme nous le remarquions dans un autre article, les médias ont pendant quelques jours oublié « *de rappeler que quelques pays mineurs, périphériques et peu influents, comme la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne... [n'avaient] pas voté la résolution de l'ONU* ». On a semblé davantage s'intéresser aux quatre avions (de fabrication française) gracieusement mis à disposition par ce géant qu'est le Qatar qu'aux réactions des gouvernements de pays qui représentent à peine plus de la moitié de l'humanité... Plutôt que de s'efforcer d'informer pour les comprendre, quitte, ensuite, à les soutenir ou les désavouer, l'on n'a guère épilogué sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas convaincus de cette guerre.





« **Riposte** » — Se dit des opérations militaires de « nos » armées, quand on veut en souligner le caractère prétendument défensif.

Les états-majors et les chefs de gouvernement n'ont pas osé prétendre que l'opération militaire en Libye pouvait être considérée comme une « riposte ». Qu'à cela ne tienne, certains journalistes ont franchi le pas. Ne soyons pas malhonnêtes, ils ne sont pas majoritaires dans la profession. Pour l'instant. Mais, comme le montrent les deux captures d'écran qui suivent, on parle ici de médias qui ne sont pas tout à fait marginaux :



Ou encore, sur le site de *L'Express*: « Pendant que le débat diplomatique se prolonge, certains évoquent un risque réel de voir les forces de Kadhafi gagner la partie sur le terrain avant que les grandes puissances conviennent **d'une riposte au conflit** » (15 mars).

Une « *riposte* » ? Les « grandes puissances » ou « l'Occident » auraient-ils été agressés par Kadhafi ? Se borneraient-ils à « répondre » à une attaque, à « *riposter* » ? À moins d'être de mauvaise foi, la réponse est évidemment non. Alors, a-t-on affaire ici à de simples excès de langage ou à de mauvaises habitudes prises à force de traiter des guerres présentées comme « préventives », c'est-à-dire au cours desquelles l'attaque est une « riposte » par anticipation ? Peu importe : dans un cas comme dans l'autre, l'information n'a rien à gagner à cet emploi déplacé d'un terme aussi dépourvu d'ambiguïté...

« **Frappes** » — Désigne les bombardements effectués par « *les alliés* » : en effet, les « *alliés* » ne bombardent pas, ils « *frappent* ». Ils « *frappent* » la Libye, comme d'autres « *frappent* » à la porte, « *frappent* » un ballon de football ou se « *frappent* » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « *frappes* » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « *bombardements* » :

« Libye. Les **frappes militaires** devraient baisser d'intensité, selon les USA » (titre glané sur le

site internet de *Ouest France*, 22 mars); « *Libye: frappes françaises en suspens* » (titre d'une dépêche AFP, 21 mars); « *Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des frappes en Libye* » (site du *Parisien*, 22 mars); etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « frappent » pas, ils « *pilonnent* » :

« *Kadhafi **pilonne** la population civile* » (site de France info, 16 mars); « *Libye: les pro-Kadhafi **pionnent** Zenten* » (titre d'une dépêche AFP, 19 mars); « *Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment **pilonné** la ville pétrolière de Ras Lanouf* » (*Libération*, 11 mars); etc.

Ce Kadhafi, à la différence des « *Occidentaux* », ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « *alliés* », des « *frappes* ». Des « *frappes* », dont on nous assure qu'elles sont « *ciblées* ».

« **Ciblées** » — Dans le langage militaro-médiatique, qualifie les « *frappes* », de préférence à « *chirurgicales* ». Les « *frappes chirurgicales* » ont eu leur heure de gloire, chacun comprenant alors que les bombardements étaient effectués avec la précision de chirurgiens qui tentent de sauver des vies et non d'en prendre. Mais la ficelle était peut-être un peu grosse. Désormais les frappes sont « *ciblées* » :

« *Paris envisagerait des **frappes ciblées** en Libye* » (titre d'une dépêche Reuters, 19 mars); « *Les **frappes aériennes ciblées** contre les troupes du colonel Kadhafi vont-elles suffire à le chasser du pouvoir?* » (Le Télégramme, 22 mars); variation sur un même thème avec le site TF1 news: « *En Libye, les **opérations ciblées** de la coalition semblent donner de l'air aux insurgés de Benghazi* » (22 mars); etc.

On l'aura donc compris: les « *frappes* » sont « *ciblées* ». Les journalistes qui reprennent complaisamment cette expression se sont-ils demandé ce que seraient des « *frappes non ciblées* »? On shoote au hasard? On déverse des bombes au petit bonheur? Que l'on soit dans un chasseur, un hélicoptère de combat, un navire de guerre ou un char d'assaut, avant de tirer, on vise. Le problème n'est pas de savoir s'il y a une cible, mais quelle est la cible. Dire d'une « *frappe* » qu'elle est « *ciblée* » est un artifice rhétorique qui tente de relativiser le caractère intrinsèquement violent d'un bombardement. Et en cas d'erreur sur la cible, on parlera de « *dommages collatéraux* ».

« **Dommages collatéraux** » : Dans le langage militaro-médiatique, désigne (avec « bavures ») les victimes civiles des « frappes », laissant ainsi entendre que si les guerres font des victimes – du moins quand « nos » soldats y prennent part – c'est toujours par accident. Et que c'est bien « dommage ».

« **Dommages collatéraux** » — Dans le langage militaro-médiatique, désigne (avec « *bavures* ») les victimes civiles des « *frappes* », laissant ainsi entendre que si les guerres font des victimes — du moins quand « *nos* » soldats y prennent part — c'est toujours par accident. Et que c'est bien « *dommage* ». Ce triste euphémisme, typiquement militaire, est toujours utilisé par certains journalistes, sans aucune distance critique, et sans guillemet :

« Par ailleurs, il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française. Certains objectifs n'ont pas été visés en raison de risques de **dommages collatéraux**, a précisé l'état-major français » (site de *France-soir*, 22 mars); « Libye: les **dommages collatéraux** évités » (titre d'une dépêche sur le site d'Europe 1, 22 mars); « Il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française » (site de *20 minutes*, 22 mars); etc.

Ce n'est pas nouveau: à propos des « *frappes* », « *dommages collatéraux* », « *bavures* » et autres « *incidents* », on pourra consulter, sur notre site, le « *Lexique de la guerre en Afghanistan* » et « *Les mots de la guerre contre l'Irak* ».

Quant aux « *forces ennemies* », elles ne font jamais de « *dommages collatéraux* », puisqu'il va de soi que, toujours et partout, elles « *prennent délibérément pour cible des civils désarmés* ». Ce que fait, bien évidemment, l'armée « *kadhafiste* ».

« **Kadhafiste** » — Désigne les partisans du dictateur libyen parfois appelés « *pro-kadhafi* ». Tout comme les « *sarkozystes* » ou les « *pro-sarkozy* » sont, en France, les partisans du président français. Soit. Mais ces dernières semaines, l'usage du terme « *kadhafiste* », s'est souvent substitué à « *loyaliste* » pour désigner l'ennemi et ses armes.

« *Mohamed Nabbous, ingénieur en télécoms, photographe et blogueur improvisé, est mort, tué par un **sniper kadhafiste** dans une rue de Benghazi* » (site de *La règle du jeu*, 20 mars); « *L'**aviation kadhafiste**, qui compte sur le papier plus de 200 appareils de combat, ne semble en mesure*

d'en aligner qu'une quarantaine » (site de *L'Express*, 18 mars); « *Le président français et le gouvernement britannique ont été les avocats les plus fervents de l'instauration d'une zone d'exclusion dans le ciel libyen afin de neutraliser l'**aviation kadhafiste*** » (site de *20 minutes*, 15 mars); etc.

« *Sniper kadhafiste* », « *aviation kadhafiste* »... Imagine-t-on un seul instant les médias français nous parlant de « *soldats sarkozystes* », d'« *aviation obamiste* » ou de « *marine cameroniste* » ? Le passage par un adjectif dérivé du nom du dictateur est une prise de position contre les forces armées libyennes, dont on se gardera ici de minorer la violence. Mais cela ne doit pas interdire de relever un abus de langage qui, consciemment ou non, participe du caractère partisan de l'« *information* » diffusée au sujet de la Libye.

Le JDD a publié sur son site, le 20 mars, une dépêche dont le titre était: « *Libye: Paris confirme avoir abattu un avion kadhafiste* ». Si l'inverse s'était produit, le JDD aurait-il titré « *Libye: Tripoli confirme avoir abattu un avion sarkozyste* » ? C'est peu vraisemblable. Ces avions-là sont « *français* ». Pour certains, ce sont même « *nos* » avions...

« **Nos soldats** » — Se dit, avec « *nos* » moyens militaires, des forces engagées par l'État français dans la guerre qui ne dit pas son nom. Un appel empathique et patriotique à l'identification avec les soldats français.

« **Nos soldats** » : Se dit, avec « *nos* » moyens militaires, des forces engagées par l'État français dans la guerre qui ne dit pas son nom. Un appel empathique et patriotique à l'identification avec les soldats français.

Nous l'avions noté dans un précédent article: certains journalistes ont adopté une attitude tellement va-t-en-guerre que l'on se demande parfois s'ils n'ont pas déjà revêtu leur treillis pour aller prendre directement part aux combats. Il semble que jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'ait franchi le pas. Mais à l'écrit, certains

y sont déjà, et s'expriment comme s'ils étaient membres à part entière de l'état-major français:

« *L'arrivée sur zone du groupe aéronaval constitue donc un renfort important, démultipliant **nos moyens militaires** dans cette partie de la Méditerranée* » (Le *Parisien*, 22 mars); « *Jusqu'à présent, aucun avion français n'a été directement menacé par la défense aérienne libyenne, mais **nos appareils** ont été "illuminés" samedi par les radars de poursuite* » (Jean-Dominique Merchet, de *Marianne*, le 21 mars); « *Alors que **nos soldats** sont engagés en Afghanistan, l'ouverture d'un nouveau front terrestre en Libye semble peu probable en cas d'enlèvement du conflit* » (La *Dépêche*, 22 mars); « ***Nos Mirage** ont cependant réellement mis le feu à une concentration de chars et de véhicules kadhafiens aux environs de Benghazi* » (Guy Sitbon, de *Marianne*, le 21 mars); etc.

Au cas où le public ne l'aurait pas compris, « *nous* » sommes en guerre. Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est la *France* (comme l'ont complaisamment souligné les médias qui, plutôt que de titrer sur le déclenchement de la guerre elle-même, ont préféré proclamer en « *Une* », à grand renfort de « *cocoricos* », que « *la France frappe la première* »). Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est « *notre* » armée. Chacun est ainsi invité

manqueront pas, à l'avenir, d'évoquer le destin de « nos » professeurs, de « nos » magistrats et de « nos » chômeurs, lorsqu'ils se mobiliseront à leur tour. Et qu'ils reprendront, comme ils le font avec « nos » officiers, leur analyse de la situation.

« **Sur zone** » — Désigne, dans le langage militaro-médiatique, la localisation de « nos » soldats et de « nos » armes :

« L'arrivée **sur zone** du groupe aéronaval constitue donc un renfort important » (site du *Parisien*, 22 mars); « Mais le coût des sorties devrait être en partie réduit avec l'arrivée mardi **sur zone** du porte-avions Charles de Gaulle » (site du *Nouvel Obs*, 22 mars); « La France dispose d'une centaine de Rafale et Mirage 2000, en plus d'avions de surveillance Awacs. Un porte-hélicoptères de type Mistral était de plus récemment **sur zone** » (site du *Parisien*, 20 mars); ou encore ce titre, mystérieux pour les non-initiés, sur le site du *Berry républicain* : « Un Awacs français est **sur zone** dans le ciel libyen ». Diantre.

L'emploi récurrent de l'expression « **sur zone** » est un exemple parmi d'autres de reprise quasi automatique de termes du langage militaire. Nouvelle confirmation de ce désolant mimétisme qui pousse nombre de journalistes qui « couvrent » les guerres à se prendre pour des militaires en

singeant leur vocabulaire. Machinalement, ou pour avoir le sentiment de participer à l'effort de guerre? On ne sait... Mais chacun avouera qu'un tel mimétisme, qui n'apporte rien à la précision ou à la qualité de l'information, est symptomatique d'un certain journalisme de guerre, qui se fait même parfois un peu plus martial que les militaires eux-mêmes.

« **Propagande** » — Se dit (presque) exclusivement, dans les médias français, des interventions du colonel Kadhafi et de ses partisans, des informations qu'ils diffusent et des images qu'ils montrent :

« [Kadhafi] va recourir à l'arsenal complet de ses méthodes à la fois terroristes et de **propagande** » (Christian Makarian, site de *L'Express*, 20 mars); « Après les premiers succès militaires, la **propagande libyenne** redouble » (titre d'une dépêche AFP, 11 mars); « À l'école de la **propagande Kadhafi** » (titre d'un reportage du *Figaro*, 19 mars); etc.

Cette distance salutaire ne s'applique ni aux prises de position des gouvernements impliqués dans l'offensive militaire contre le régime de Kadhafi, ni aux informations distillées par leurs forces armées, ni à leur vocabulaire. Comme s'ils ne relevaient pas eux aussi d'une propagande dont le journalisme de guerre se serait affranchi. Ce dont on est en droit de douter...

Le monde du *Monde*

On ne peut employer le terme de déclassé sans évoquer le sort réservé au service Étranger (du *Monde*) qui, en 1995, était appelé « séquence Internationale ». Depuis sa naissance, le billet de l'Étranger qui faisait figure d'éditorial disparaissait de la première page. L'espace consacré à l'actualité étrangère, dans les pages du journal, était réduit, la page Enquête-Horizons constituant cependant, pour les correspondants étrangers, une alternative. Plusieurs rédacteurs quittaient le service qui accueillait une partie de l'ancien service économique. Les réticences au « *mélange des genres* », selon un rédacteur, témoignaient ainsi de la façon dont l'identité des journalistes du *Monde* était façonnée par les services, ce qu'exprimait ce rédacteur : « On a mélangé des cultures, ils n'avaient pas envie que l'on vienne, on a peut-être commis des erreurs, c'est une maison où les services étaient très structurants de l'identité des journalistes, surtout le service Étranger ». Dirigé par de fortes personnalités, le service était amputé de ses membres, et de son chef. Au même moment, l'actualité internationale, qui contribua à asseoir la renommée du quotidien, était moins présente dans les titres, comme l'exprime l'un des responsables chargés des titres : « Les manchettes internationales, on a dû tomber à peut-être... de 50 % à 20 % contre 80 % pour la France. C'est un réflexe purement marchand, on sait que si on fait des manchettes – là on en réalise une sur l'euro qui est quand même un événement historique – on sait qu'on ne vendra rien. Au début, la direction a dit : "Il faut diminuer non pas le poids mais l'affichage en international, tous les journaux, tous les Anglo-saxons font ça". On nous bassine parfois en nous disant : "Lisez les journaux américains, ils ne titrent pas sur la Sierra Leone !" ». Ainsi l'attention portée à des conflits « médiatiques » contribue-t-elle à la relative misère de position d'un service noble, de plus en plus soumis aux impératifs de rentabilité : « Sur l'Irak, ça marche parce que c'est la guerre. On sait très bien que l'international, si c'est Israël-Palestine, on va vendre le journal avec une manchette Israël-Palestine, c'est très important. En plus, on le vend parce que les lecteurs sont très sensibles à ça, mais il y a plein de sujets internationaux dont ils se désintéressent complètement. On sait que si on fait une manchette là-dessus, on perd moins dix... »

Julie Sedel, « La nouvelle formule du *Monde*. Contribution à une étude des transformations du fonctionnement journalistique », *Questions de communication*, n° 6, 2004, p. 299-315.

L'ORCHESTRE MÉDIATIQUE JOUE « LA MARCHÉ PROMOTIONNELLE »



QUEL CADEAU OFFRIR À UN-E ÉDITOCRATE POUR FÊTER 2016 ?



Une panoplie de **BAL**, bien sûr !

DÉJÀ DES DIZAINES D'ÉDITOCRATES SATISFAIT-E-S :



Également disponible en option
pour les grandes occasions : la
tarte à la crème en provenance
directe de l'Internationale
pâtissière !

